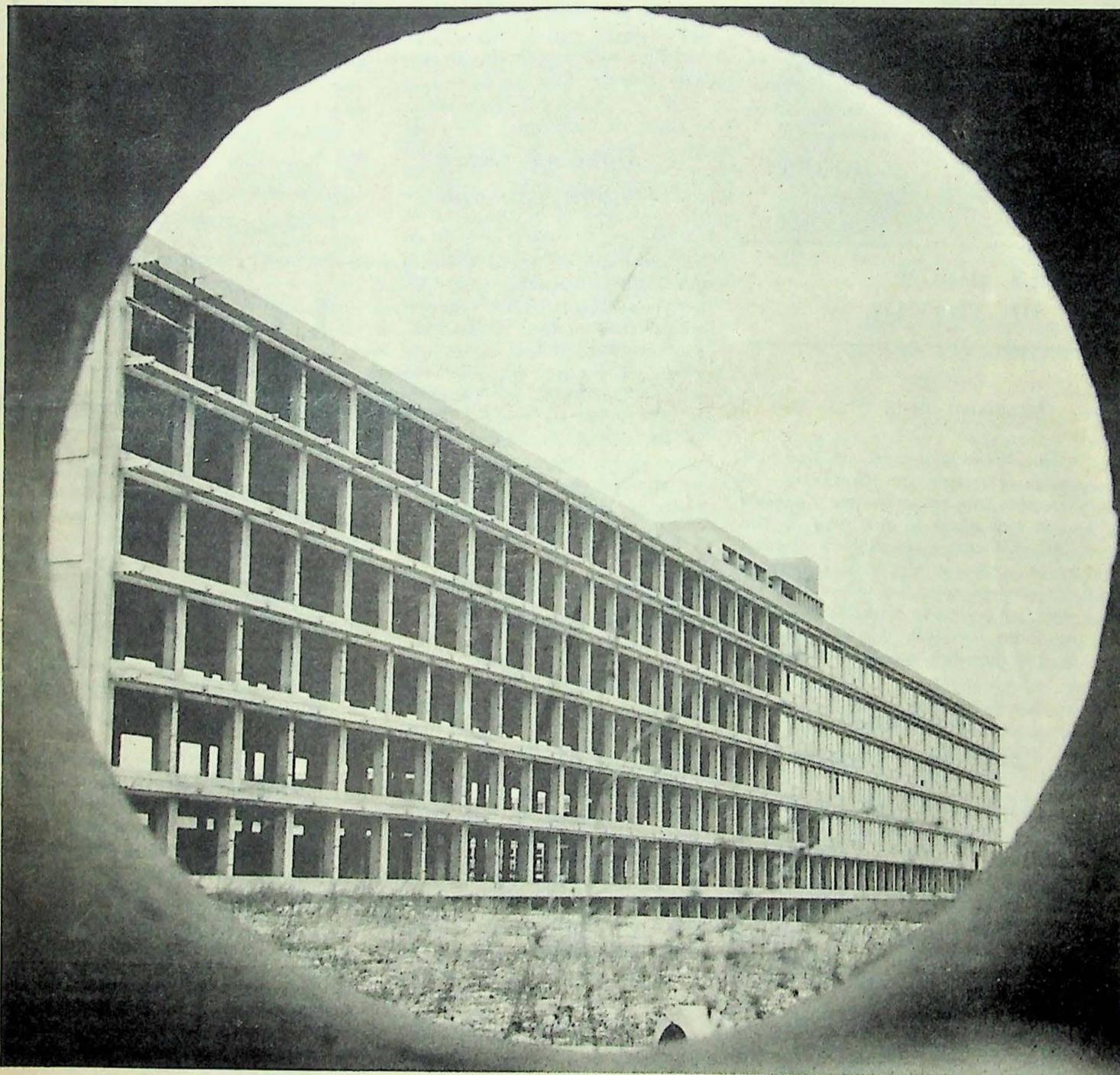


Tribune socialiste

N° 355 / 11 JANVIER 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert

Les désordres du district



**Du dollar
à la TVA**
Jacques Malterre

**Mort ou survie
de l'Etat**
Jean-François Kesler

**Prague :
les 40 ans
au pouvoir**
Harris Puisais

**Béjart face
aux caméras**
Marc Echeverry

**Lettre de
Madrid**
Manuel Ortega

LES POINGS SUR LES I Têtes armées

J'applaudis de toutes mes mains — et je regrette de n'en avoir pas dix ou cent — les Cubains qui viennent d'organiser un congrès international consacré à la culture et à la révolution.

Sans préjuger des résultats et des décisions qui ont été votées à La Havane, ce congrès prend rang d'événement capital.

En effet, on a trop tendance à oublier que, par-delà le combat immédiat et visible que mène l'impérialisme sur tous les continents de la planète pour consolider ses conquêtes, pour s'en assurer de nouvelles, pour contrecarrer le développement progressiste des peuples, un autre combat se déroule, sans bruit et sans fureur, bien plus complexe, ambigu et feutré, un combat qui consiste à tuer dans les esprits l'idée même de la révolution, du socialisme.

Que ce soit dans l'occident bourgeois, ou dans les pays du « tiers monde », l'impérialisme mondial, et, en premier lieu, son chef de file, les U.S.A., consacre des sommes gigantesques à ces entreprises particulièrement néfastes, et plus rentables qu'on pourrait le penser, de prime abord.

Récemment, « Le Monde » rappelait à ce propos quelques chiffres éloquentes. Chacun garde encore présent à la mémoire le scandale qui défraya, il y a peu, la chronique lorsque fut révélé le fait que de nombreuses publications censées défendre la « pensée libre » étaient en réalité financées par la C.I.A., et autres services occultes d'asservissement.

L'impérialisme n'ignore pas que la classe ouvrière ne peut, seule, accoucher d'une idéologie révolutionnaire, que celle-ci est presque toujours créée par des intellectuels d'origine bourgeoise, en rupture de classe, tel que Paul Nizan, dont on reparle à nouveau, après une longue éclipse, et qui fut durant les années 30, un des plus brillants polémistes du parti communiste, démasquant sans répit les intellectuels au service de la bourgeoisie, avec brio et vigueur dans l'attaque.

En ces temps où s'organisent les luttes du tiers monde, enfiévré par les messages d'un Frantz Fanon, d'un Fidel Castro, d'un Che Guevara, l'impérialisme mène un effort désespéré pour neutraliser les consciences, les jeunes élites. En Occident, en dépit du bénéfice qu'il tire de l'existence

de mythes, névroses et attitudes consécutifs à la civilisation de consommation, l'impérialisme ne néglige pas le front idéologique. Tout mouvement tendant à dévaluer le concept révolutionnaire obtient, d'une façon ou d'une autre, son soutien financier par le biais de publications, séminaires, etc. Couverts de privilèges matériels, nombre d'intellectuels, déjà peu ancrés au combat pour le socialisme, renoncent vite au rôle d'authentiques contestateurs, et s'en tiennent, le plus souvent, au rôle mineur de révoltés confus.

Pour toutes ces raisons, il était urgent que soit tenu un congrès de cette sorte, afin que les intellectuels révolutionnaires du monde entier puissent se concerter, échanger leurs réflexions, passer au crible les « idéologies » qu'on nous propose aujourd'hui, et lier, de façon toujours plus positive, l'activité de pensée et de création à l'activité militante.

André LAUDE.

LE MONDE DU TRAVAIL

Tension chez Dassault

Des débrayages ont eu lieu aux usines Dassault de Bordeaux. La direction ne respecte pas l'engagement pris après le conflit de février 1967. Elle s'était engagée à discuter avant la fin de l'année le rattrapage des salaires entre les usines de Bordeaux et celles de la région parisienne. Chez Dassault, il n'y a pas que le « Mirage G » qui est variable. □

Difficultés pour les chômeurs

L'extension de l'aide complémentaire à tous les chômeurs s'applique depuis le 1^{er} janvier. Cette mesure, bonne en soi, a entraîné la réorganisation totale des A.S.S.E.D.I.C. A quelques jours de la mise en place du nouveau système rien n'était pratiquement fait : les responsables des divers services n'avaient pas de bureau, ne connaissaient pas l'étendue exacte de leurs nouvelles responsabilités, les imprimés ne sont pas encore sortis, etc. Bien des chômeurs risquent de ne pas être payés en temps voulu.

Le fer et le Marché commun

Les mines de May-sur-Orne (Calvados) seront fermées le 1^{er} août prochain. Les trois cent cinquante travailleurs qui restent seront licenciés

d'ici là. En 1953, les mines occupaient mille deux cents personnes. Motif de la fermeture : la Belgique qui achetait 80 % de la production vient de trouver des prix de 20 % moins chers au Danemark. Quant à l'Angleterre qui achetait le reste, on comprend qu'elle n'ait plus envie de nous faire plaisir.

Nord : 6.000 licenciements

Les unions régionales C.G.T. et C.F.D.T. annoncent qu'à la suite des différentes fermetures, concentrations, réorganisations d'entreprises, ce sont plus de six mille travailleurs qui ont été licenciés dans le Nord depuis le 1^{er} janvier 1967. Et il n'y a aucune raison pour que ça ne continue pas en 1968.

Monsieur Debré donne l'exemple

L'imprimerie Delmas à Bordeaux qui employait quatre cents personnes, vient d'en licencier quatre-vingt-cinq. Banal quoique dramatique, direz-vous. Mais il faut savoir que ladite imprimerie travaille surtout pour le ministère des Finances sur lequel règne un certain Monsieur Debré, qui est un expert pour ce genre de problème. Mais bien entendu il n'est pas au courant, un ministre ne peut pas tout savoir.

Loire : difficultés dans la métallurgie

Au cours de la réunion de la commission paritaire de la métallurgie du département de la Loire, le patronat a refusé la proposition des organisations syndicales : la fixation du salaire minimum mensuel à 600 francs par mois. C'est beaucoup trop pour le patronat. Quand on sait que l'ensemble des salaires de ce département sont 20 % au-dessous de la moyenne nationale, on ne serait pas étonné qu'une épreuve de force puisse éclater prochainement.

Les ressources des vieux

Dans un de nos précédents numéros nous avons annoncé que les ressources des vieillards étaient passées à 6,027 francs par jour depuis le 1^{er} octobre. Eh bien ! c'est changé. Depuis le 1^{er} janvier, les vieux touchent 6,31 francs par jour. On leur promet 6,58 francs pour le 1^{er} octobre. De là à affirmer que nous sommes lus par les ministres responsables... De toute manière 6,31 francs c'est peu, bien trop peu. □

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

L'amitié des "Boni"

La grande famille du rugby est en deuil, un de ses plus beaux fleurons vient de disparaître à la sortie d'un virage, au bord de la nouvelle année.

Ses camarades l'appelaient « la souris », un mélange de Till l'Espiegle et de ces Cadets de Gascogne croisant le fer sur tous les terrains du monde, pour l'amour du rugby et le plaisir de vivre.

Nous venons de perdre les Boniface et l'esprit d'un rugby, où rien ne sert de gagner si l'attaque n'est pas sollicitée. André l'impérial, sa démarche de matador ridiculisant les défenses, Guy, les bas descendus aux chaussures, un dernier coup de rein, déposant la balle derrière la ligne blanche.

Guy vient de partir, une jeunesse s'envole et mille péripéties qui nous menèrent très tôt à l'aube, vers un dernier verre, une dernière chanson, une dernière critique sur la passe croisée ou cet essai manqué.

Si l'équipe de France n'a pas toujours ouvert sa porte, toute une génération est prête à reprendre le flambeau, pour l'amour du rugby, tel que tu nous l'as si souvent montré. □

NOTA : Nous apprenons le décès de Jean-Michel Capendeguy dans un accident de la route. Trois-quarts aile du C.A. Béglais il était sélectionné pour le prochain match de l'équipe de France contre l'Écosse.

Le livre de Claude Glayman « 50 millions de Grenoblois », chez Robert Laffont. 12,35 F. Préface de Pierre Mendès France, peut être commandé à T.S., 54, bd Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. 58 26 65 Paris (paiement à la commande).

Éditorial

Du dollar à la TVA

Jacques Malterre

Personne, décidément, ne s'attend à ce que 1968 soit une année facile. Il est révolu le temps où nos ministres pouvaient sereinement nous annoncer des demains riants ; et même s'ils avaient sacrifié à cette tradition, ils n'auraient sans doute provoqué au mieux qu'un grand scepticisme : hausse des prix, maintien du chômage, difficultés accrues, voilà à quoi chacun pense en ce début d'année.

L'opposition dans ce contexte est fondée à dénoncer les erreurs d'une politique économique et internationale qu'elle mènerait autrement : et il est facile de montrer à travers les décisions budgétaires, fiscales, financières que MM. Pompidou, Debré et Jeanneney font une politique favorable aux groupes possédants et dominants ! Mais il faut également se demander si nos propres choix sont bien cohérents entre eux ; si les options sociales, économiques et internationales de la gauche peuvent être organisées en un ensemble réalisable.

Nous voulons à la fois défendre l'indépendance de l'Europe pour préserver la possibilité de son évolution vers le socialisme, réaliser le plein-emploi des forces de production et d'abord des hommes, moderniser nos structures économiques pour permettre une croissance rapide et sauvegarder la compétitivité et enfin nous désirons que tout cela se fasse sans trop de bouleversements des situations. Est-ce vraiment possible ? Prenons deux exemples particulièrement brûlants.

Plein-emploi et domination américaine

En Europe occidentale le seul gouvernement qui tente quelque chose pour freiner la mainmise progressive de l'économie américaine sur l'économie mondiale est celui du général de Gaulle. Nous avons souvent dit que ces efforts étaient peu convaincants et que ce n'est pas en rejetant sans examen la candidature britannique et en freinant l'organisation du Marché commun que l'on pouvait parvenir à créer une force de résistance aux entreprises américaines. Encore faut-il rappeler que les décisions pratiques des gouvernements allemands et anglais nous donnent peu d'espoirs sur leur volonté réelle d'entreprendre une action commune pour contester l'usage que les U.S.A. font de leur suprématie et pour empêcher que la puissance américaine ne trouve des

moyens nouveaux d'extension grâce à l'abus de cette puissance même. Quand l'Allemagne s'engage à ne pas convertir en or une partie de ses dollars, elle accepte par là même de faire un cadeau aux États-Unis et lui permet d'accroître encore ses moyens d'action.

« Mais l'attitude inverse, qui est celle de la France, a encore beaucoup plus d'inconvénients rétorquent les tenants d'une politique atlantiste. Si les Américains (et les Anglais) étaient contraints à rétablir strictement l'équilibre de leur balance des paiements, ils commenceraient par réduire leurs investissements étrangers, et leurs dépenses d'aide avant de limiter leurs dépenses militaires au Vietnam et ailleurs ; en ultime recours les U.S.A., comme la Grande-Bretagne le fait déjà, pratiqueraient une politique de récession intérieure pour réduire leurs achats extérieurs. Cette "déflation" se propagerait dans le monde entier, chaque pays, et la France d'abord, étant obligée de freiner sa propre économie pour ne pas être celui qui ferait les frais du reflux de devises. »

Cette objection est grave ; si elle était fondée, elle voudrait dire que la lutte contre l'envahissement financier des U.S.A. implique chômage et récession. En fait le dilemme n'est pas aussi strict. Mais une politique de rechange suppose une grande entente entre pays européens pour conjurer d'un commun accord les risques de récession dans leur pays. Ce sera une des grandes tâches des hommes de gauche européens en 1968 que de faire des propositions ; s'ils n'y parviennent pas et si leurs suggestions ne sont pas retenues, alors l'année nouvelle verra se développer une crise internationale grave et beaucoup d'hommes n'apercevront de salut que dans la consolidation de l'empire américain. Aujourd'hui le point le plus difficile dans l'élaboration du programme commun de la gauche c'est le problème de l'organisation monétaire mondiale. Il faut trouver un système qui ne soit pas aux mains des dirigeants américains un instrument supplémentaire de puissance qui en même temps favorise la croissance des échanges mondiaux sans se retourner contre les pays qui voudraient entrer dans la voie socialiste.

Il n'est pas sûr qu'un tel système existe. Au moins faut-il avoir une claire conscience des implications de chaque solution pour l'action intérieure d'un éventuel gouvernement de gauche et pour l'autonomie de sa politique internationale.



TVA : Favorisés les supermarchés.

Collombert

Réforme de structure et défense des situations acquises

Les pays qui ne modernisent pas rapidement leurs entreprises sont condamnés à être à la remorque des autres aussi bien pour les décisions que pour le niveau de vie. L'État français joue donc son rôle lorsqu'il pousse les entreprises industrielles, agricoles et commerciales à se moderniser et à se concentrer. Là encore nous savons qui dans l'immédiat fait les frais de ces opérations : agriculteurs obligés de quitter la terre sans préparation professionnelle, petits commerçants ruinés, salariés et cadres victimes de « compressions d'effectifs ». Sans planification rigoureuse des reconversions et sans expansion rapide la réorganisation de notre économie se fait sur le dos des travailleurs et d'abord sur celui des moins bien armés pour se défendre.

Nous constatons en particulier que l'extension de la T.V.A. aux artisans prestataires de services, et aux commerçants détaillants va favoriser les secteurs concentrés et tous ceux qui ont les moyens de financer de gros investissements.

C'est une manière à peine voilée de favoriser le secteur capitaliste et de faire pression pour obliger des producteurs indépendants à se mettre au service des groupes concentrés comme salariés.

Est-ce à dire que la gauche au pouvoir devrait mettre un terme à cette évolution ? Devrait-elle abolir l'extension de la T.V.A. ? Nous ne le pensons pas ; cette mesure favorisera les exportations (qui seront mieux détaxées, donc moins coûteu-

ses que dans le système ancien), elle favorise également l'équipement et la modernisation ; dans un régime différent les consommateurs pourraient bénéficier à terme de cette transformation.

Nous avons assez dénoncé dans ces colonnes l'injustice qui existe à l'heure actuelle dans la répartition des revenus en France et qu'aggrave constamment les décisions gouvernementales pour pouvoir mettre en garde nos lecteurs contre les différentes formes d'un poujadisme qui s'il était entendu gagnerait peut-être — encore n'est-ce pas sûr — quelques voix supplémentaires à la gauche mais préparerait bien mal à la réussite d'un gouvernement démocratique voulant ouvrir les voies à une expérience socialiste.

Par conséquent, ici encore, il faudrait que les partis de gauche s'efforcent de mieux définir leurs intentions quant aux structures de production. Les deux thèses en présence : suppression des monopoles et développement de l'initiative privée guidée par le Plan ne nous paraissent pas correspondre aux nécessités d'un socialisme moderne. Il convient plutôt de repérer quels sont les secteurs de pointe dont il convient de remettre le contrôle aux mains de la collectivité et en même temps de faire coaliser la totalité des autres entreprises agricoles, commerciales et industrielles sur des formes de gestion nouvelles à la fois plus efficaces et plus humaines. Il y a beaucoup de travail pour préciser cette orientation mais ce n'est pas en berçant d'illusions les petits propriétaires que l'on prépare une société socialiste. □

Du bon usage des commissions Grégoire

Jacques Ferlus

Dans les jours qui viennent, les discussions sur les salaires vont reprendre dans les entreprises nationalisées. La procédure, à laquelle reste désormais attaché le nom de M. Toutée, a été beaucoup critiquée et parfois combattue par les organisations de salariés, il n'empêche qu'elle a pour le moins le mérite d'exister. Les travailleurs des Charbonnages, de l'E.G.F., de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. sont actuellement les seuls à pouvoir faire entendre leurs revendications sur les salaires régulièrement tous les ans.

Bien entendu le gouvernement entend rester le maître absolu de la manœuvre et les procédures Toutée ne continueront d'exister que dans la mesure où elles ne sortent pas des limites prévues. Si ce système met fin à l'anarchie des discussions qui régnait jusqu'à sa mise en place, l'at-

titude gouvernementale pousse à donner raison aux syndicalistes quand ils manifestent l'envie de partir en claquant la porte. Ils ne s'en privent pas d'ailleurs, estimant que le dialogue est la plupart du temps impossible avec des fonctionnaires, des économistes, des techniciens qui n'ont ni l'envie, ni la possibilité d'aller au-delà de leurs chiffres et de leur Plan.

Les procédures Toutée qui recouvrent toutes les discussions sur les salaires, se déroulent en deux temps.

Ce sont d'abord les commissions présidées par M. Grégoire, conseiller d'Etat. Il s'agit là, de déterminer l'évolution de la masse salariale durant l'année qui vient de s'écouler. Actuellement, les commissions ne se contentent plus de prendre acte des relevés comptables de chacune des

sociétés nationales, elles ont désormais à faire un travail sur l'évolution du coût de la vie et de la production.

Sur les bases des conclusions déposées par M. Grégoire, qui fixent le taux des augmentations, ont ensuite lieu les discussions au niveau de chaque entreprise. Le bilan des actions revendicatives de l'année précédente sont pour les syndicats le meilleur argument, celui qui permet de grignoter quelques centimes supplémentaires.

Le salaire de progrès

Il est bien évident que la réunion de tout ce monde autour d'une table est fertile en affrontements de toutes sortes. Cela n'empêche pas que parfois, au milieu de la bataille, sorte une proposition intéressante.

Ces discussions conduisent aussi bien certains représentants des salariés à sortir en claquant la porte qu'à refuser de l'ouvrir pour entrer dans la salle. Ces fausses entrées et ces sorties spectaculaires sont à mettre surtout sur le compte du gouvernement toujours hostile au moindre

élargissement du débat. Il ne faut pas s'attendre à le voir transformer un système qui l'avantage plus que tout autre.

Si l'on veut faire avancer les procédures Toutée, il est temps pour les organisations syndicales de sortir des contre-projets constructifs et réalisables. Mais pour cela il faudrait déjà qu'au sein même de chacune des commissions les syndicalistes fassent preuve d'une plus grande cohésion. Dans les discussions qui vont s'ouvrir pourrait revenir sur le tapis le projet de « salaire de progrès », mis au point en 1966 à l'E.G.F. par la C.G.C., la C.F.D.T. et F.O. Le système en est simple. On fixe d'abord un salaire de base qui est ensuite majoré tous les ans suivant la hausse des prix constatée. Le reste de la masse salariale, qui augmente aussi régulièrement, est réparti en pourcentages plus élevés sur les petits salaires que sur les gros. Bien que combattu par la C.G.T., le « salaire de progrès » est actuellement le seul contre-projet sérieux, il peut permettre aux procédures Toutée de faire un pas en avant et de s'engager ainsi sur une voie nouvelle qui avec le temps pourrait se révéler payante. □

Solidarité politique avec le peuple Vietnamien

Les réactions embarrassées des dirigeants américains aux dernières déclarations du ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Vietnam ont une nouvelle fois mis en lumière les préoccupations réelles des gouvernements de Washington : poursuivre leur agression pour empêcher un peuple de se donner, dans l'indépendance et dans l'unité, un système économique et social non capitaliste, seul susceptible de liquider la misère et le sous-développement.

Face à cet entêtement dans le crime, le peuple vietnamien est en

train de faire la démonstration que de faibles moyens matériels, s'ils sont maniés avec détermination par l'immense majorité d'un peuple, peuvent infliger échecs sur échecs à la première puissance militaire mondiale. L'offensive actuelle du F.N.L., la résistance de plus en plus efficace de la R.D.V. aux bombardements américains montrent que les agresseurs sont dans une position militaire de plus en plus difficile que l'application d'un prétendu droit de suite au Cambodge et l'extension des opérations de l'armée américaine au Laos ne pourront pas modifier.

La perspective de la victoire du peuple vietnamien se rapproche de plus en plus. Mais en même temps qu'elle se rapproche, les combats se font de plus en plus durs, les destructions s'accumulent dans les deux parties du pays, l'agression se fait plus féroce et plus aveugle. Dans leur fuite en avant les militaristes américains n'hésitent pas à employer des moyens qu'ils réprouvaient il y a encore quelque temps.

Parce que nous nous sentons solidaires du peuple vietnamien dans son combat, parce que nous pensons que sa victoire serait une victoire du socialisme, nous ne pouvons rester indifférents et passifs devant ces développements du conflit. Notre de-

voir est de dénoncer les complicités avouées ou honteuses avec l'impérialisme américain, notre devoir est de rendre populaire la lutte de libération nationale et sociale du peuple vietnamien. Notre devoir est également d'apporter une contribution matérielle à la lutte et à la victoire du peuple vietnamien. Une campagne soutenue par trente-deux organisations a été lancée pour envoyer le chargement d'un bateau au Vietnam au mois de février 1968. Le B.N. du P.S.U. demande à toutes les sections, à tous les militants du parti de faire tous les efforts pour que cette campagne soit une grande

réussite. Une journée nationale P.S.U. de collecte pour le bateau se tiendra le 28 janvier 1968. Il faut qu'elle soit une grande réussite. Mais d'ores et déjà il faut que rien ne soit négligé sur les lieux de travail et dans les localités pour que beaucoup donnent pour la solidarité avec le Vietnam.

Tous et toutes pour la victoire du peuple vietnamien. □

LE BUREAU NATIONAL
DU P.S.U.

Verser au C.C.P. :
Dr Behar 14-853-51 Paris

TRIBUNE ETUDIANTE N° 8

(décembre 1967) est paru :

Au sommaire :

- la rentrée universitaire dans la tuc ;
- les stratégies anti-impérialistes ;
- les ordonnances sur l'intéressement ;
- le point du débat théorique en Italie, des articles de Jean-Pierre Faye, Manuel Bridier, Alain Jouffroy et une interview exclusive de Jean-Luc Godard.

Adresser les commandes à « T.E. », 81, rue Mademoiselle, Paris 15°. Abonnements : 6 numéros : 5 F ; soutien : à partir de 10 F. Règlement par chèque ou mandat postal sur C.C.P. « Tribune Etudiante » : 19-702-50 Paris.

«Un bateau pour le Vietnam»

Le Bureau National a décidé de faire culminer les efforts du parti en une grande journée nationale de collecte, le dimanche 28 janvier.

Nous demandons dès maintenant à toutes les sections et à toutes les fédérations de prendre leurs dispositions afin que cette journée soit un grand succès !

A cette fin, une double-page pouvant être utilisée pour la collecte paraîtra dans la Tribune Socialiste du 25 janvier.

C. E. G.

Des ghettos pour les professeurs

Pierre Aron

Dans un régime « provisoire », datant de 1960, les futurs professeurs de C.E.G. — bi- ou polyvalents (c'est-à-dire enseignant deux ou plusieurs matières) — étaient formés en deux ans à l'Université et dans des « centres » rattachés aux Ecoles Normales primaires ; la première année était essentiellement consacrée aux études de propédeutique (elles aussi bi- ou polyvalentes), sanctionnées par un examen de l'enseignement supérieur (1), la seconde à la formation pédagogique et à la préparation d'un concours (le C.A.P.C.E.G.), les titulaires de propédeutique étant d'ailleurs dispensés des épreuves théoriques. Le régime définitif — remis aux calendes grecques — prévoyait des études supérieures plus longues : l'acquisition de deux certificats de licence.

La réforme « Fouchet » était difficilement conciliable avec ce système. D'abord parce qu'elle introduisait la spécialisation dès la première année d'études supérieures (mais un enseignement complémentaire donné dans les centres de formation peut à la rigueur pallier cet inconvénient), mais aussi parce que le premier cycle de l'enseignement supérieur n'était plus désormais constitué par l'année de propédeutique mais par les deux années d'études conduisant au D.U.E.L. ou au D.U.E.S.

C'est donc fort logiquement qu'un conseil inter-ministériel du 16 janvier 1967 décida de porter la durée totale de formation à 3 ans dont 2 années d'études à l'Université, sanctionnées par le D.U.E.L. ou le D.U.E.S., et 1 année de formation pratique. Nous ne pouvions qu'approuver cette intention, car on adaptait ainsi la formation des professeurs de C.E.G. à la logique du système et on la rapprochait de surcroît de celle des professeurs du second degré « long ».

Le labyrinthe

Les textes d'application se firent attendre. Quand ils sortirent (après la rentrée d'ailleurs), ce fut un beau scandale : le concours — le C.A.P.-C.E.G. — doit être passé au bout de deux ans — avec des programmes tels qu'il interdit pratiquement une deuxième année d'études à la Faculté et la préparation du D.U.E.L. ou du D.U.E.S. Pour plus de sûreté, l'examen de fin de première année d'études supérieures ne dispense plus

de ce dont dispensait l'examen de propédeutique : les épreuves théoriques du concours. On empêche ainsi les élèves-professeurs d'obtenir quelque grade de l'enseignement supérieur que ce soit et — sans même parler de l'in vraisemblable pagaille qui résulte d'un changement d'orientation en plein milieu d'un cycle de formation — on empêche quasi totalement leur promotion ultérieure, alors qu'il s'agit soit d'instituteurs sévèrement sélectionnés, soit de jeunes normaliens-bacheliers particulièrement brillants.

Une seconde mesure confirme cette tendance : les élèves-professeurs se voient obligés de s'inscrire en lettres modernes (même s'ils ont plus de chances de succès, plus de vocation pour les langues vivantes ou l'histoire et la géographie), en physique-chimie ou chimie-biologie (même s'ils se veulent mathématiciens). Sans parler du caractère exorbitant de cette mesure qui empêche des étudiants de choisir leur spécialité, il faut noter qu'elle réduit sensiblement pour les uns et supprime pour les autres toute chance d'entrer dans les I.P.E.S., donc d'échapper au système par le haut (d'autant plus qu'en même temps le nombre de postes dans les I.P.E.S. a été considérablement réduit). Quant à la troisième année promise, personne ne sait ce qu'elle sera. Etant donné certains précédents, on ne peut être que fort inquiet et se demander si elle ne comportera pas, avant toute formation pédagogique, un service d'enseignement à temps partiel.

Résumons-nous : un système ancien, adapté aux études supérieures, permettant aux élèves d'obtenir propédeutique et, à un certain nombre d'entre eux de préparer une licence. Un nouveau système qui, sous couvert de prolongation des études, empêche les futurs professeurs d'obtenir un grade d'enseignement supérieur, leur ferme à peu près complètement la porte de la licence, en un mot leur interdit toute promotion dans l'immédiat ou dans l'avenir.

Les conservateurs du progrès

A quoi est due la volte-face du gouvernement par rapport aux décisions de janvier dernier ? Aux inquiétudes du ministère des Finances qui voyait la durée de formation des professeurs de C.E.G. se rapprocher de celle des professeurs de l'enseignement « long », ce qui devait conduire à la revendication de trai-

tements supérieurs ? Ce facteur a sans doute joué. Mais nous nous permettons de faire part d'une autre inquiétude : celle que l'on ressent en observant les réactions du syndicat le plus directement concerné : le S.N.I. Il s'en tient à une formation en deux ans dont une année commune aux futurs instituteurs et professeurs de C.E.G., ceux-ci bénéficiant donc d'une seule année de formation propre ! Par suite de cette position, le congrès de la F.E.N. vient — à une faible majorité il est vrai — de réclamer cette formation en deux ans alors que — théoriquement du moins — le gouvernement en prévoit trois, pour les maîtres de C.E.G. Cas sans doute unique dans les annales syndicales. Rien ne saurait l'expliquer si ce n'est le souci de conserver l'unité du « corps » des instituteurs. On en arrive ainsi, au nom d'un principe tôt ou tard condamné, par un « impérialisme » syndical à peine voilé, à refuser à un certain nombre d'enseignants une formation meilleure et des possibilités de promotion.

Le P.S.U., quant à lui, persiste à demander l'unification (qui n'exclut pas la diversité) de la formation de tous les maîtres de l'enseignement obligatoire tel qu'il le prévoit (jusqu'à 18 ans). Il ne se cache pas que des mesures transitoires sont nécessaires. Mais la « transition » n'a de sens que si elle rapproche du but

qu'on déclare vouloir atteindre, c'est-à-dire la « licence pour tous ».

Dans cette perspective, il conviendrait que les instituteurs soient formés en 3 ans, comme dans les grands pays voisins, et que la formation des professeurs de C.E.G. (ou du futur « enseignement moyen ») se rapproche de celle de leurs collègues de l'enseignement « long », les seules différences étant dues aux nécessités pédagogiques.

Avant même d'arriver à ce stade, une première étape est nécessaire qui exige des revendications immédiates :

- une formation en 2 ans des futurs instituteurs, dont un an d'études théoriques supérieures ;
- une formation en 3 ans des maîtres de C.E.G., dont 2 années d'études théoriques supérieures sanctionnées par le D.U.E.L. - D.U.E.S. ;
- une adaptation du premier cycle de l'enseignement supérieur aux besoins des uns et des autres ;
- une formation pédagogique et pratique en partie parallèle aux études théoriques, en partie postérieure. □

(1) Ajoutons que les élèves des centres réussissaient dans une forte proportion le concours des I.P.E.S., ce qui leur ouvrait la voie de la licence, voire de l'agrégation et de l'enseignement supérieur.

Instituteurs remplaçants : cas de l'Ain

Sur le plan national le nombre des stagiarisables non stagiarisés (par manque de postes budgétaires) est passé de : 1.987 en 1966 à 3.233 en 1967.

Dans l'Ain, pour la première fois, cette année 19 instituteurs suppléants qui remplissaient les conditions (plus de 3 ans d'enseignement et réussite au certificat d'aptitude pédagogique) n'ont pu être stagiarisés.

Malgré cela, le S.N.I. de l'Ain signale « certaines pressions de l'administration sur les retraitables pour les inciter à une prolongation d'activité ».

D'autre part, cette année ce sont 12 postes budgétaires d'enseignement primaire, seulement, qui ont augmenté le contingent des postes de titulaires alors que 30 classes supplémentaires ont été ouvertes (15 jours après la rentrée) sur postes budgétaires de remplaçants.

Si ce système « d'ouvertures de classes sur postes budgétaires d'instituteurs remplaçants continue, la titularisation des remplaçants sera, dans les prochaines années retardée de plusieurs années (cette titularisa-

tion a déjà été retardée d'un an au départ, par le système des « suppléances éventuelles »).

Signalons enfin qu'à l'Ecole Normale d'Institutes de l'Ain, le nombre des élèves de 1^{re} année a été fixé à 25, alors qu'il était de 30 les années précédentes.

(Cf. « L'Effort Syndical », S.N.I. de l'Ain.)

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

Débat

Mort ou survie
de l'Etat

Jean-François Kesler

Pour Marx, « le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière » (*Le Manifeste Communiste*) et l'Etat n'est que « le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile » (*Misère de la philosophie*). C'est pourquoi Engels peut en conclure que « la société qui réorganisera la production sur la base de l'association libre et égale des producteurs, relèguera la machine d'Etat à la place qui lui convient : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze » (*L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*).

A la veille de la révolution d'Octobre, cette analyse et ces perspectives sont encore celles de Lénine qui écrit dans *L'Etat et la Révolution* : « Avec l'instruction générale déjà réalisée par plusieurs pays capitalistes les plus avancés, puis l'éducation et la formation à la discipline de millions d'ouvriers par l'appareil socialisé, immense et complexe que sont les postes, les chemins de fer, les grandes usines, le gros commerce, les banques, etc., etc., etc., on peut très bien, après avoir renversé les capitalistes et les fonctionnaires, les remplacer aussitôt, du jour au lendemain, en ce qui concerne le contrôle de la production et de la répartition, en ce qui concerne le recensement du travail et des produits, par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier... Quand l'Etat réduit ses fonctions essentielles à l'enregistrement et au contrôle par les travailleurs eux-mêmes, il cesse d'être « l'Etat politique », et les fonctions publiques de politiques qu'elles étaient, deviennent de simples fonctions administratives... »

« Quand tous auront appris à administrer et administreront eux-mêmes la production sociale... la nécessité d'observer les simples règles, les règles essentielles de toute société humaine deviendra très vite une habitude. Alors s'ouvrira toute grande la porte qui permettra de passer de la première phase de la société communiste à sa phase supérieure et, par suite, à la disparition complète de l'Etat. »

Un demi-siècle après l'Octobre rouge, l'Etat n'a pas disparu en Russie ; l'Etat tsariste a seulement laissé la place à un Etat soviétique. L'expérience mérite d'être analysée et la leçon d'être méditée.

L'Etat soviétique

Tandis que, en août-septembre 1917, Lénine annonçait que les titulaires des fonctions publiques en régime socialiste ne seraient ni des fonctionnaires, ni des bureaucrates, mais des ouvriers qui rempliraient à tour de rôle les fonctions de surveillance et de contrôle, il devait rapidement reconnaître que la nationalisation de l'industrie est plus facile que sa gestion et que l'art d'administrer n'est pas inné, mais s'acquiert. Les Bolcheviks se trouvèrent devant le dilemme de tous les révolutionnaires, c'est-à-dire soit utiliser les cadres administratifs existants, relativement compétents, mais peu loyaux, soit faire appel à des cadres administratifs nouveaux, fidèles, mais peu formés. En fait, ils eurent recours aux uns et aux autres. « Nous avons hérité de l'ancien appareil d'Etat, et ça a été notre malheur. L'appareil d'Etat fonctionne bien souvent contre nous », déclarait Lénine (devant le IV^e congrès de l'Internationale Communiste). Mais il reconnaissait aussi (devant le XI^e congrès du Parti Communiste russe) que les communistes responsables de la R.S.F.R. et du P.C.R. ne savaient pas diriger. D'autant que la bureaucratie administrative s'enflait démesurément : la quantité remplaçait (plus exactement ne remplaçait pas) la qualité. Cependant, dans l'ensemble, la machine administrative se remit à fonctionner. D'ailleurs, peu à peu, dans l'administration comme dans les entreprises, apparurent de nouveaux cadres, issus des facultés ouvrières et des académies industrielles, plus compétents et entièrement dévoués au régime. Ils remplacèrent progressivement les membres de la « vieille garde » bolchevique, comme les membres de l'ancienne « intelligentsia » bourgeoise, et même les cadres « rouges » issus de la guerre civile. Les épurations successives accélèrent d'ailleurs le renouvellement des dirigeants de l'administration et des entreprises à partir de 1936.

Mais l'exercice de la « dictature du prolétariat » ne se traduisait pas par la mise en œuvre d'un processus de dépérissement de l'Etat. Au contraire, l'Etat soviétique devenait un Etat totalitaire : élimination des autres partis socialistes, élimination des tendances au sein du parti unique, domination du parti par sa direction, puis par son chef, subordi-



The Sovietic way of life.

Agip

nation des syndicats au parti, toute puissance de la police. Le champ d'action de l'administration ne se rétrécissait pas, il se développait avec les plans quinquennaux.

Staline, c'est lui l'Etat

Cette évolution s'expliquait par les conditions historiques, géographiques, économiques, sociales, internationales (encore que l'absence de liberté de discussion ait été un frein au développement de la recherche scientifique et à la recherche de l'optimum économique) ; elle s'expliquait aussi par le rôle personnel de Staline qui donna à la dictature sur le prolétariat ses caractères les plus odieux (et odieusement inutiles) ; elle s'expliquait enfin par la nécessité objective du socialisme, nécessité objective d'un Etat au service du socialisme. Mais les dirigeants soviétiques, gardiens vigilants de l'orthodoxie marxiste, n'iaient cette nécessité, n'iaient les contradictions inhérentes à une société socialiste, ils s'en tenaient à des explications dogmatiques (ou fantaisistes — comme la thèse stalinienne de l'aggravation de la lutte des classes après l'élimination des anciennes classes exploiteuses), qui ne remettaient pas en cause la théorie sacro-sainte du dépérissement de l'Etat, conséquence inéluctable de l'abolition de la propriété privée ; mais la réalité était d'autant plus cruelle qu'elle était niée. A l'heure actuelle, un rapprochement s'opère entre la théorie et la pratique. Depuis la mort de Staline, l'U.R.S.S. est entrée dans une nouvelle phase : critique du « culte de la personna-

lité », détente psychologique et politique, limitation des pouvoirs de la police, lutte contre les comportements « bureaucratiques », direction collective au sommet, décentralisation économique et administrative, accroissement de l'autonomie des entreprises et des organes de gestion, extension du rôle des Soviets, etc. (*). D'un autre côté, le XXII^e congrès du P.C.U.S. a reconnu, en 1961, que l'Etat ne pouvait pas disparaître avec la fin de la dictature du prolétariat et que son maintien serait nécessaire bien au-delà de la première phase du communisme. L'Etat soviétique est depuis lors qualifié d'« Etat de tout le peuple », catégorie nouvelle dans la pensée marxiste. Mais le programme du P.C.U.S. affirme toujours que « le développement historique conduit inévitablement à la disparition de l'Etat ».

*
**

En attendant, une nouvelle bureaucratie s'est installée à la place de l'ancienne, un nouveau système administratif s'est créé à la place de l'ancien. Certes la confusion entre l'administration d'Etat et l'administration des entreprises s'est réalisée conformément aux thèses léninistes, mais la distinction entre gouvernants et gouvernés est demeurée.

En définitive, l'appareil d'Etat soviétique ressemble beaucoup plus à l'appareil d'Etat français qu'au modèle marxiste-léniniste initial. Mais aucune barrière n'existe en U.R.S.S. entre les activités économiques et les activités administratives proprement dites ; d'ailleurs étant données les



Collombert

responsabilités économiques de l'Etat, l'administration soviétique est avant tout une administration économique.

D'autre part, le parti communiste domine l'appareil d'Etat, les directives du Parti s'imposant à l'administration. A la fois sorte de Légion d'Honneur et sorte de Franc-Maçonnerie, le P.C. rassemble les plus dévoués et les plus ambitieux, les meilleurs dans chaque branche d'activité, et ceux qui veulent faire carrière ; il est l'école des cadres de l'Etat soviétique. La plupart des dirigeants appartiennent à la fois à l'appareil d'Etat et à l'appareil du Parti. Leur ascension est motivée simultanément par leur réussite technique et par leur promotion politique.

L'E.N.A. rouge

Le jeune homme qui se sent une vocation (ou une ambition) administrative, n'a pas à sa disposition une E.N.A. ; il devra en même temps militer (d'abord dans les Jeunesses Communistes, puis au Parti Communiste) et poursuivre des études supérieures (de préférence techniques).

Il deviendra ingénieur, accédera à un comité et entrera ensuite dans « l'appareil » comme fonctionnaire permanent.

Il faut noter que la plupart des cadres supérieurs de l'Etat et du Parti sont d'anciens ingénieurs de la métallurgie, en raison du primat (qui confine au mythe) accordé à l'industrie lourde.

Peut-être conviendrait-il d'attribuer les difficultés rencontrées par

l'économie soviétique à son stade actuel, autant à l'insuffisante formation économique de ceux qui prennent les décisions, au sein de l'appareil d'Etat ou de l'appareil du Parti, qu'à la centralisation excessive des « centres de décision », comme le croient généralement les observateurs occidentaux.

En tout cas, la hiérarchie sociale reflète la hiérarchie administrative, il existe une hiérarchie unique du pouvoir, des revenus et du prestige qui va du manoeuvre au ministre, les hauts fonctionnaires de l'Etat, du Parti et des entreprises constituant une catégorie unique, même s'ils peuvent se spécialiser. L'Etat a absorbé la société ; la réalité d'aujourd'hui ne correspond pas à l'espoir d'hier.

Les déductions

Quelles conclusions tirer de l'expérience soviétique ?

1° L'Etat n'est pas seulement un instrument de répression au service de la classe dominante, il peut être aussi un instrument d'organisation au service de la collectivité entière ; il peut donc survivre à l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange. D'ailleurs, l'administration des choses conduit au gouvernement des hommes, car les choses sont produites par les hommes. En outre, l'Etat demeure nécessaire en tant qu'instrument de coercition, même après le passage au socialisme, pour lutter contre la criminalité, la délinquance, le parasitisme, l'alcoolisme, la prostitution, etc., que ces maux soient énormément favorisés par le capitalisme, c'est absolument certain ; mais qu'ils

soient uniquement provoqués par lui ou par ses survivances, c'est encore à démontrer. En tout état de cause, même s'il est possible que la transformation de la société et des hommes rende un jour l'Etat inutile, ce jour-là est encore lointain, et mieux vaut en prendre conscience. Au demeurant, le maintien durable des structures étatiques n'est pas un obstacle au développement de la gestion ouvrière des entreprises et de la gestion démocratique des collectivités locales et des services publics, et du contrôle populaire des institutions centrales. Il faut seulement savoir que la collectivisation des moyens de production et d'échange, si elle demeure absolument nécessaire, n'est pas pour autant suffisante pour créer une société libre et harmonieuse.

2° La construction du socialisme, l'élimination des privilèges et la lutte contre les survivances du passé exigent un pouvoir fort pendant une longue période. Là encore, mieux vaut reconnaître cette nécessité, ce qui peut permettre de la limiter. Sinon, ce serait le risque d'une dictature qui serait d'autant plus dure qu'elle n'oserait pas dire son nom, ou plus probablement, compte tenu des expériences passées, d'une capitulation devant les puissances d'argent. D'ailleurs, dans un pays comme le nôtre, où le monde du capital assure sa domination dans le respect des libertés et de pluralisme des partis, le monde du travail peut assurer la sienne dans les mêmes conditions. Mais la liberté, c'est le droit pour l'opposition quelle qu'elle soit (et même si elle est trotskiste ou maoïste) de penser autrement que le pouvoir et de dire ce qu'elle pense, ce n'est pas la possibilité pour les puissances d'argent d'abrutir le peuple par les moyens de communication de masse. Par exemple, un gouvernement socialiste devrait utiliser astucieusement les articles du code pénal relatifs à l'atteinte au moral de la nation contre la presse à sensation.

3° La gestion de l'Etat exige au stade actuel du développement économique des cadres qualifiés et loyaux. Il ne faut pas sous-estimer le rôle des individus au profit des structures, sinon, c'est renoncer à lutter contre les déviations (tyrannies locales ou sectorielles, incompetence, corruption, etc.). Le loyalisme, ce n'est ni l'opportunisme (se méfier des « socialistes du lendemain » qui, ayant trahi leurs anciens maîtres, peuvent trahir leurs nouveaux), ni le conformisme (la critique est positive, c'est l'absence de critique qui empêche le progrès).

Pour nous, la leçon d'Octobre est simple : soyons moins ambitieux et plus réalistes, car « qui veut faire l'ange, fait la bête ».

(*) Sur cette évolution, voir en particulier Michel Tatu *Le pouvoir en U.R.S.S.* Ed. Grasset, Paris, 1967, 604 pages, 35 F. Nous reviendrons sur cet ouvrage fondamental.

Tribune Socialiste

VOUS
OFFRE
jusqu'au
28 février
des
abonnements
au prix spécial

6 mois : 9 F

1 an : 17 F

Nom :

Adresse :

Faites parvenir ce bulletin
accompagné d'un chèque
bancaire ou postal, ou un
virement postal au :

C.C.P. Paris 58-26-65

Tribune Socialiste, 54, bd
Garibaldi, Paris-15°.



La grande parcimonie des espaces verts.

Collombert

District

Les déséquilibres s'aggravent

Thierry Hauréau

Près de 20 % de la population française vit et travaille dans la région parisienne, laquelle dépasse aujourd'hui 9,5 millions d'habitants, soit une population sensiblement équivalente à celle de la Belgique ou de la Suisse. Ceci ne constitue pas en soi un phénomène anormal, surtout si on le compare à d'autres grandes concentrations urbaines étrangères telles que New York, Londres, Tokyo ou Moscou. Ce qui est anormal par contre, c'est le désordre et l'incohérence dans lequel s'est opéré et continue à s'opérer le développement urbain de l'agglomération parisienne. Ce qui est également anormal, c'est l'existence d'un triple déséquilibre dont la description résume parfaitement le mal dont souffre la région parisienne.

Le premier déséquilibre tient à la disproportion qui existe entre Paris et les autres villes françaises, entre Paris et le reste de la France. En maintes occasions, le P.S.U. a dénoncé ce que M. Rocard a un jour appelé la « colonisation de la province » par Paris. On ne soulignera jamais trop cependant qu'aucun pays

industriel ne connaît à ce point, une telle disproportion entre la capitale et les autres villes. Non seulement Paris a une population sans commune mesure avec les autres grandes villes françaises mais en outre on y trouve concentrée une proportion anormalement élevée des centres de décision en matière administrative, commerciale, bancaire, industrielle, etc. Pour les Parisiens, l'une des conséquences de ce déséquilibre est claire : l'apoplexie de la région parisienne : on y vit, on y respire, on y circule, on y travaille dans des conditions qui, loin de s'améliorer, ne cessent pas de se dégrader.

Le second déséquilibre est celui qui existe entre Paris intra-muros et la banlieue. Paris proprement dit représente désormais moins de 30 % de l'ensemble de la population parisienne, avec 2,7 millions d'habitants, alors que la banlieue proche et éloignée se partage 6,8 millions de personnes. Or, tandis que Paris, grosso-modo, bénéficie d'équipements collectifs très relativement satisfaisants, le reste de la région parisienne est

dramatiquement sous-équipé. Paris concentre 90 % des emplois tertiaires, obligeant chaque jour un nombre croissant de banlieusards à des migrations quotidiennes de leur domicile à leur lieu de travail. La population de Paris proprement dite est stagnante, elle a même tendance à diminuer. Cela signifie que l'accroissement de près de 200.000 personnes que connaît chaque année la région parisienne est entièrement supporté par la couronne urbaine et suburbaine, c'est-à-dire par un secteur déjà mal équipé et mal desservi. Les nouvelles constructions s'implantent en désordre, dévorant les espaces verts (l'agglomération parisienne est une des plus pauvres du monde en espaces verts), sans aucun rapport avec la localisation des emplois, sans que les équipements scolaires, sanitaires ou sociaux, suivent le rythme des groupes de logements nouveaux.

Le troisième déséquilibre tient à l'opposition entre l'Est et l'Ouest de la région parisienne. Historiquement, chacun sait que l'Ouest de Paris était réservé aux quartiers bourgeois, tandis que le prolétariat se concentrait dans les quartiers de l'Est. Rien n'a considérablement changé et l'opposition demeure entre une banlieue Ouest composée essentiellement d'une population relativement aisée et une banlieue Nord et Est infiniment plus défavorisée. Certes, ceci est très schématique et ne signifie pas que toutes les communes situées à l'Ouest de Paris sont parfaitement équipées et parfaitement desservies. Il n'en demeure pas moins que leurs problèmes sont en général beaucoup moins aigus que ceux auxquels se heurtent les habitants de l'Est parisien. Ce déséquilibre est particulièrement saisissant sur le plan des emplois tertiaires. Au cours de ces dernières années, la répartition des implantations de bureaux a été la suivante :

Paris : 29 %
Ouest : 40 %
Sud : 12 %
Nord : 11 %
Est : 3 %
Autre : 5 %

Neuilly, Rueil-Malmaison, Boulogne, Puteaux, etc., ont supporté ces dernières années un nombre considérable d'implantations d'activités tertiaires (1). L'opération de la Défense apportera à terme environ 50.000 emplois supplémentaires. S'il est écrit en toutes lettres dans le schéma directeur qu'il fallait rééquilibrer la région parisienne vers l'Est, on constate que ceci demeure un vœu pieux et que rien n'est fait pour mettre la réalité en accord avec les principes.

L'inefficacité du schéma directeur

Pour corriger ces trois déséquilibres, entre Paris et la province, Paris intra-muros et la banlieue pari-

sienne, et entre la partie Est ou Ouest de la région parisienne, la préfecture de région étudie puis publie, en 1965, le schéma directeur qui fixait arbitrairement à 14 millions la population parisienne en l'an 2000. Lors de la publication du schéma directeur, les réactions défavorables furent nombreuses en province, où la crainte était grande de voir le développement de la région parisienne se réaliser au détriment du reste du pays, crainte accrue par le fait qu'aucune région n'était dotée de moyens d'étude semblables à ceux mis en place dans la région parisienne. Pourtant, si l'accroissement actuel de la région parisienne se poursuit au rythme de 200.000 habitants nouveaux par an, ce seuil de 14 millions en 2000 sera dépassé. Il est vraisemblable qu'il atteindra de 16 à 18 millions si aucune politique efficace de l'aménagement du territoire n'est mise sur pied. Deux ans après la sortie du schéma directeur, l'hypothèse démographique de base est à corriger sérieusement. La cause directe en est l'accélération du premier déséquilibre signalé entre Paris et la province.

Sans moyens permanents d'études, sans mise en place d'une économie de base fondamentale seule capable de donner une signification aux métropoles d'équilibre, dans l'impossibilité de prendre en main leur avenir, les régions continueront d'être colonisées. Dans cette situation, il était illusoire de penser qu'un petit groupe de technocrates allait pouvoir fixer, dans l'isolement à huis clos, indépendamment d'une politique globale, le cadre du développement de la région parisienne et résoudre les problèmes d'urbanisme dont la solution se situe autant en province ou dans le bassin parisien qu'à Paris. L'hypothèse démographique étant caduque, on peut dire que le schéma directeur, qui n'est en réalité qu'une recherche esthétique enveloppée de considérations scientifiques, est déjà dépassé.

Et si la préfecture de la région parisienne ne peut que constater l'aggravation du déséquilibre entre Paris et la province, elle devait par la réalisation du schéma directeur rééquilibrer Paris et sa banlieue, l'Est et l'Ouest de la région parisienne. Malheureusement, l'activité fébrile déployée par les services de la préfecture de région pour mettre en application ce schéma directeur reste inefficace et les déséquilibres constatés dans la région parisienne continuent chaque jour de s'aggraver. C'est que l'autonomie et l'indépendance acquises par la préfecture de région pour élaborer le schéma directeur vont se retrouver au moment de sa mise en application, ce qui, en réalité, empêchera de prendre les décisions importantes. Isolés des administrations, voire opposés à

(1) Pour ces deux dernières communes, ceci s'est d'ailleurs opéré au détriment des équipements. Boulogne en particulier est une des communes les plus sous-équipées de la R.P.

certain services d'Etat et, d'autre part, ne s'appuyant sur aucune force démocratique réelle, les technocrates de la préfecture de la région parisienne sont impuissants à mettre en place ce schéma directeur face aux groupes de pression divers (financiers et autres). Sous les apparences d'un aménagement concerté, c'est le développement anarchique et radioconcentrique qui continue. Quelques exemples concrets concernant les équipements, les emplois, les transports en montreront mieux la triste réalité.

● Equipements

Pour sortir la banlieue de son sous-équipement, le schéma directeur propose de réaliser des centres urbains nouveaux, regroupant des équipements générateurs d'animation. Il s'agit donc de coordonner l'action des administrations et des ministères de façon à concentrer dans ces « points chauds » les grands équipements universitaires, culturels et autres, évitant ainsi un éparpillement de l'effort financier public au hasard de la conjoncture. Il est évident que l'isolement et l'autonomie des services de la région parisienne ne permettent pas cette coordination. Il faut d'ailleurs souligner que, seule, une structure spécifique, fonctionnant au niveau gouvernemental, dont la compétence s'étendrait à l'ensemble du territoire, peut assurer cette coordination dans le cadre notamment des villes nouvelles. De même, il aurait pu paraître intéressant que certains services administratifs ou ministériels s'implantent dans les centres urbains périphériques plutôt que de s'étendre indéfiniment dans le 7^e arrondissement. Quant aux équipements dont le financement n'est pas public mais privé, comme l'équipement commercial, ils continuent de s'implanter sans tenir compte du plan d'aménagement de la région parisienne. C'est ainsi que c'est à Parly II, dans une zone verte, que s'implante le premier grand magasin qui décide de sortir de Paris vers la banlieue. Pourquoi ce mauvais exemple ne s'étendrait-il pas à d'autres cas ?

● Emplois

La localisation des emplois qui est l'un des éléments moteurs de réussite des centres urbains ou du rééquilibre de la banlieue n'a pas non plus été infléchie en fonction du schéma directeur. Des zones industrielles se réalisent dans des zones dont le développement était à freiner. C'est ainsi que, profitant de l'autoroute du Nord, Citroën, Garonor s'implantent hors des zones de développement. Avec les 70.000 emplois de l'aéroport Nord, ils vont ainsi provoquer une urbanisation importante, et non pré-

vue, le long de cet axe de transport. Plus importante encore est l'actuelle concentration des emplois de bureaux et de services dans le centre de Paris, aux dépens des logements qui sont rejetés à la périphérie de l'agglomération. Cette concentration rend plus difficile les migrations journalières de milliers de Parisiens. L'appropriation du centre de Paris par les emplois tertiaires, ce qui renforce le schéma radioconcentrique, est même accélérée par les pouvoirs publics. De nombreuses opérations sont réalisées avec leur accord et leur concours : 250.000 m² de bureaux à Maine-Montparnasse, 150.000 m² au Front de Seine et dans la rénovation du 15^e arrondissement. D'autres projets accélèrent cette concentration : les opérations de l'avenue d'Italie (300.000 m²), du quai de Bercy, de la Gare de l'Est ou de la Gare du Nord. L'opération de rénovation des Halles au centre de Paris, qui devait se faire au profit de grands équipements culturels, prenant ainsi valeur de symbole, va en définitive échoir au Ministère des Finances et aux intérêts privés, avec plus de 300.000 m² de bureaux. Ces surfaces représentent les besoins en bureaux d'une décennie à venir, bloquant ainsi tout aménagement rationnel pour les prochaines années. L'adoption du schéma directeur impliquait une mesure autoritaire d'interdiction de construire des bureaux dans Paris, réservant ce cœur à des équipements culturels exceptionnels. Une telle mesure, en partie impopulaire dans certains milieux, ne peut être prise qu'avec l'appui des groupes démocratiques représentatifs de la population parisienne. Les technocrates de la préfecture de région sont impuissants à prendre une telle décision. Pour sa part, le P.S.U. qui propose la création d'une assemblée régionale élue, contrôlant les décisions prises et s'assurant de leur exécution, sait que seule une telle assemblée permettrait une cohésion régionale, laquelle, au surplus, risque actuellement de se dissoudre avec la création des nouveaux départements.

● Transports

En matière de transports, le bilan, depuis la création du District, est lui-même pauvre. Les premières autoroutes qui sont réalisées, donc les plus importantes, comme l'autoroute du Nord qui est incitatrice d'urbanisation, ou dans quelque temps l'autoroute du Sud-Ouest, sont en contradiction avec le schéma directeur. Le réseau de transport en commun, qui ne bénéficie pas dans notre société de consommation de l'auréole portée par l'automobile, n'est encore qu'ébauché. La réalisation du réseau express régional Est-Ouest allant de Saint-Germain à Boissy-Saint-Léger, décidée depuis longtemps, prend d'année en année du retard. Quant aux autres tracés envisagés par le schéma, on n'ose plus en parler.



De la « voie express » au ralenti.

Collombert

Les principaux équipements, les emplois, le réseau de transports dont la localisation est fondamentale et primordiale en matière d'aménagement et d'urbanisme, continuent de s'implanter de façon radioconcentrique, souvent sous l'influence des groupes de pression financiers, mais presque toujours aux dépens d'un aménagement rationnel de la banlieue parisienne.

Quant au troisième déséquilibre entre l'Est de plus en plus pauvre et mal desservi et l'Ouest de la région parisienne plus favorisé, il eût semblé logique que la préfecture de région portât son effort sur l'Est parisien. En réalité, elle va précipiter le glissement de la R.P. vers l'Ouest, en lançant la troisième ville nouvelle de Trappes. Deux missions d'« étude de villes nouvelles » sont, en effet, actuellement en place. Il s'agit de Pontoise-Cergy à l'Ouest et d'Évry près de Corbeil au Sud. L'Ouest étant avec Cergy déjà doté d'une ville nouvelle, il était urgent de lancer celle prévue à Noisy-le-Grand dans la banlieue Est. Il n'en sera rien. Si l'on en croit un article du *Monde* du 24-25 septembre 1967, la troisième ville lancée sera Trappes, à l'Ouest. Quand on sait l'importance des échéanciers de réalisation pour résoudre les problèmes d'urbanisme (effet d'entraînement) et comme il est probable qu'on se limitera dans l'immédiat à trois villes nouvelles en région parisienne, — la province devant recevoir les autres, — on ne peut être que douloureusement surpris de voir la préfecture chargée de l'aménagement de la région parisienne faire un tel choix. D'autant que la prévision d'une

ville nouvelle à Trappes a été fermement contestée par les organismes consultés, que ce soit le Conseil d'Administration ou le Conseil Consultatif économique et social du District de Paris. Il eût été normal que le schéma directeur soit modifié en conséquence et en tout cas que la préfecture de région ne choisisse pas précisément de donner la priorité à Trappes.

En définitive, chaque Parisien constate confusément, car il y vit, que la situation en région parisienne se dégrade d'année en année et que les solutions s'avéreront de plus en plus difficiles à trouver. Certaines ne dépendent pas uniquement de la préfecture de région. Encore faudrait-il qu'elle œuvre dans le sens d'une atténuation des déséquilibres signalés et applique malgré ses lacunes son propre schéma directeur qui a au moins le mérite d'exister, mais a aussi ses limites ; car un schéma d'urbanisme, aussi bon soit-il, n'est que l'organisation spatiale d'éléments de base que sont l'habitat, l'emploi, les équipements, les transports. Ceux-ci sont d'abord dépendants de choix politiques eux-mêmes, différents suivant que l'on est dans une civilisation consummatrice de biens individuels ou de biens collectifs. Dans l'immédiat, il ne s'agit pas de s'opposer à des structures régionales comme le font actuellement les membres de la majorité gaulliste pour mieux régner dans leur propre canton ou département, mais au contraire il faut subordonner ces structures régionales au contrôle d'une assemblée élue démocratiquement, seule garantie d'une action efficace et dénuée d'arbitraire. □



La vieille garde s'en va.

A.F.P.

Tchécoslovaquie

Les 40 ans au pouvoir

Harris Puisais

Le retrait du Président Antonín Novotný de son poste de premier secrétaire du Parti communiste Tchécoslovaque était prévisible depuis plusieurs mois.

Pour des raisons politiques en premier lieu, A. Novotný appartenait à la génération stalinienne, mais il avait su manœuvrer avec assez d'habileté pour demeurer au pouvoir après les révélations du XX^e Congrès à Moscou. L'appareil politique du P.C. Tchécoslovaque était depuis pratiquement resté le même et ne s'était que très peu ouvert aux jeunes générations de l'après-guerre. De plus en plus celles-ci s'écartaient du Parti, et portaient plus d'intérêt aux problèmes techniques et à ceux de la vie quotidienne qu'aux exigences politiques. Cette tendance était ces dernières années soutenue par la jeunesse, étudiante ou ouvrière. Celles-ci sentaient très nettement que le Pouvoir était loin d'elles, qu'elles n'y pouvaient rien changer et que l'important était donc de vivre avec son temps. C'est ce qui explique la naissance et le développement d'un cinéma et d'un art d'avant-garde d'une littérature "lisible" et "lue", et d'un anti-conformisme d'attitude.

Les hippies de Prague

Il y a autant de beatniks et de hippies à Prague qu'à Paris. Bien sûr tout cela n'allait pas très loin.

Mais lorsque les étudiants se demandent à quoi leur servent les longues années d'études s'ils doivent se retrouver un jour avec des salaires presque égaux à ceux des ouvriers sans diplômes, l'interrogation devient plus grave. Et le divorce des générations en s'accroissant tend à créer un état de fait d'une certaine gravité. Le Parti en régime socialiste ne doit en aucun cas demeurer une simple galerie des ancêtres, respectés ou ignorés. Il est nécessaire qu'à tous les stades les meilleurs y participent.

Et ces meilleurs, ceux de la "quarantaine" avaient choisi de lutter sur le plan économique. C'est ainsi qu'à l'intérieur du Parti, s'était formé un noyau de jeunes économistes, syndicalistes, techniciens qui a travaillé à trouver des solutions aux problèmes contemporains de l'économie tchécoslovaque.

Le 27 octobre 1966 l'Assemblée nationale Tchécoslovaque adoptait son IV^e Plan quinquennal et avec lui les mesures de réforme, pensées et voulues depuis 1964 par ce groupe. A. Novotný et l'appareil du P.C. firent un pas en arrière mais peu à peu ils écartèrent des postes importants, ceux qui avaient été les protagonistes d'une telle politique. Tel vice-président du Conseil devint un insaisissable 5^e ou 6^e vice-ministre. Tel économiste fut renvoyé à ses cours...

L'inconvénient majeur de cette situation était de paralyser les réformes entreprises, de refermer cette planification "ouverte", de ne pas l'expliquer au peuple, de la faire échouer en ne la réalisant que partiellement.

C'est là que se situe la seconde raison du retrait de M. Novotný.

Pour appliquer et faire triompher une réforme économique, il faut y croire et en 1968 il faut que le dialogue avec le peuple s'établisse vraiment (en Tchécoslovaquie cela signifie également sans aucune discrimination entre les Tchèques et les Slovaques).

La crise était ouverte depuis 1966. C'est très normalement que M. Alexandre Dubček prend la relève.

La chance des cadres

Sa tâche ne sera pas facile mais la Tchécoslovaquie a la chance de posséder un très grand nombre d'ingénieurs, de techniciens, de contre-maîtres, d'ouvriers d'une très grande qualité professionnelle. Trop longtemps soumis à la pression bureaucratique d'une planification de sommet, ils seront demain (et ils le sont déjà aujourd'hui) les meilleurs artisans de l'effort économique nécessaire pour amener la Tchécoslovaquie à sa vraie place.

Nous devons suivre avec attention cette libéralisation.

En introduisant dans le calcul économique les notions d'amortissement, de prix de revient, de bénéfice, d'investissement, de concurrence, la gestion planifiée tchèque entend donc modifier fondamentalement le vieux principe selon lequel « un des avantages de l'économie socialiste serait constitué par la possibilité de maintenir des entreprises et des productions non rentables ».

Ces réformes ne pourront évidemment pas donner des résultats immédiats. Elles amèneront quelques « minutes de vérité » difficiles à passer. Mais elles sont nécessaires et doivent être menées jusqu'au bout.

Il est vrai que le coût de la vie a augmenté à Prague de 20 % en moins d'un an. Cette incidence sur les prix intérieurs, d'une réelle prise de conscience des entreprises quant à leur prix de revient, était inévitable. Mais ce n'est qu'une étape. Le rapprochement des prix internes et des prix mondiaux doit continuer à être recherché.

Le pire eut été de se cantonner dans des demi-mesures ou de faire machine arrière.

La Tchécoslovaquie ne peut se permettre aucun relâchement si elle veut continuer à mettre son économie au rythme de notre siècle. Elle doit agir à la fois sur les investissements, les prix de gros et la balance des paiements. Elle doit se dégager d'une situation inflationniste.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Cela ne signifie nullement un renversement des échanges. Actuellement près de 69 % du total du commerce extérieur tchécoslovaque s'effectue avec les pays membres du Marché commun de l'Europe orientale (COMECOM). Pour des raisons qui demeurent liées à la non-convertibilité du rouble, l'équilibre de la balance avec les pays à monnaie convertible demeure très précaire et limite donc l'ouverture des échanges vers les pays occidentaux. Néanmoins une progression peut être envisagée, surtout dans le domaine des biens d'équipement.

La Tchécoslovaquie a dans ce domaine près de 20 ans de retard, qui ne sont pas de sa faute, mais qui sont liés aux années "froides" de l'après-guerre. Elle se doit de combler ce retard et d'en rechercher les moyens aussi bien avec les pays occidentaux qu'avec ses partenaires de l'Est.

Voilà les problèmes avec lesquels la « jeune classe dirigeante » tchèque se trouve confrontée. Je suis certain pour ma part qu'on peut lui faire confiance. Ce n'est pas seulement un changement de gouvernement qui vient d'avoir lieu, c'est aussi et surtout un changement d'état d'esprit. □

SKI - HIVER 1967-1968

● CERVINIA - COURMAYEUR - SESTRIERE : 7 jours de ski comprenant : voyage avion Paris-Turin et retour; pension complète, taxes et service compris; assurance accidents, ski et tiers; tarif réduit sur remontées mécaniques.

TARIF : du 7 au 24 février : de 500 à 1.000 F. à 1.000 F.

Dans les mêmes conditions, séjours :

10 jours : de 600 à 1.250 F; 14 jours : de 700 à 1.550 F.

● ROUMANIE (dans les Carpates) - POIANA-BRASHOV : 14 jours. Voyage Paris-Bucarest en avion; départs toutes les semaines jusqu'au 24 février.

TARIF : 849 F tout compris (en dehors de ces départs, séjour à 944 F).

● A L'OCCASION DES JEUX OLYMPIQUES : vols spéciaux aller-retour :

New York, à partir de 950 F;

Mexico, à partir de 1.800 F.

RENSEIGNEMENTS : à l'administration du journal, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). Tél. SUF. 19-20.

□ Note du Bureau national

La publication dans « Tribune Socialiste » de la lettre ci-dessous, protestant contre l'exclusion de Jean Poperen, des rangs du P.S.U., appelle les commentaires suivants :

1) Le Bureau national, sous le contrôle du C.P.N., est chargé entre deux congrès, de faire appliquer la ligne politique que le parti s'est démocratiquement choisie au cours de chaque congrès.

Les camarades de la minorité peuvent parfaitement combattre cette ligne au sein du parti, et exprimer leur point de vue. A cet effet, le *Courrier du P.S.U.*, leur est ouvert comme l'a montré la réparation du *Courrier*, qui avait été abandonnée pendant de longs mois.

2) Des bulletins de tendance peuvent exprimer publiquement des points de vue différents, de ceux de la direction nationale. Tant qu'il s'agit d'essayer d'infléchir la ligne du parti, en acceptant la loi de la majorité, et dans l'espoir par la discussion démocratique de faire triompher le point de vue minoritaire au cours d'un nouveau congrès, il n'y a là rien de répréhensible. Le P.S.U. est un parti pluraliste et tient à l'honneur de le rester comme le Bureau national n'a cessé de le réaffirmer.

3) L'article de Jean Poperen dans « Combat » (que nous publions intégralement), constituait une attaque d'une autre nature. Passant outre à toutes les décisions du congrès, il déclarait vouloir constituer une organisation destinée à regrouper des militants P.S.U. ou non, et à négocier ensuite une association ou une adhésion à la F.G.D.S. Cette proposition s'accompagnait d'attaques qui tombaient, a-t-il semblé au Bureau national, sous le coup de l'article 29 des statuts.

4) La décision de porter plainte contre Jean Poperen devant la commission nationale des conflits, a été annoncée par le Bureau national au dernier Comité politique national. Aucune opposition ne s'est alors manifestée, aucune remarque n'a été faite.

5) La commission nationale des conflits, régulièrement élue par le congrès, est seule juge de la sanction applicable. La séparation des pouvoirs en la matière, interdit quelque intervention que ce soit au Bureau national. C'est une garantie essentielle pour chacun des militants du P.S.U.

6) Toute sanction de la commission nationale des conflits, est susceptible d'appel devant le congrès national suivant. Le délai d'appel vient à expiration le 17 janvier 1968.

7) Le bureau national ne souhaite engager aucune polémique inutile. Confiant dans le jugement des militants du parti et dans l'opinion, il se contente de livrer ici, tous les éléments du dossier.

Lettre au B. N.

La commission nationale des conflits du P.S.U. dans sa séance du 17 décembre 1967, a décidé à l'unanimité d'exclure du parti Jean Poperen, l'un des fondateurs du P.S.U. et ancien membre du Bureau national.

Cette décision n'est unanime qu'en apparence puisque aucun membre de la minorité ne fait partie de cette commission. Il s'agit donc d'une sanction disciplinaire extrême prise à l'égard d'un leader de la minorité du 5^e congrès par des militants ayant tous voté les textes majoritaires de ce congrès.

Jean Poperen a été exclu pour avoir publié dans la tribune libre du journal « Combat » un article annonçant la création de l'Union des groupes et clubs socialistes, qui rassemble des membres et des non-membres du P.S.U. La commission a décidé que l'on ne pouvait à la fois appartenir au parti et à cette Union. Ce faisant elle a nettement outrepassé ses droits.

La commission ne peut en effet se substituer aux congrès du parti pour régler le problème de la présence des membres du P.S.U. dans des clubs et associations divers. Jusqu'à maintenant, les interdictions n'ont visé que les autres partis politiques. C'est ainsi que de nombreux membres du P.S.U. continuent à militer au sein du mouvement « Citoyens 60 » bien que les dirigeants de ce mouvement aient recommandé l'adhésion individuelle à la Convention des institutions républicaines. D'autres membres du P.S.U. participent aux activités du club Jean Moulin bien que ce club soit représenté à la direction de la F.G.D.S.

Rappelons d'autre part qu'au moins cinq publications politiques (1) exprimant souvent des tendances différentes de celles de la direction du P.S.U. paraissent régulièrement sous la responsabilité de militants représentatifs du parti. Aucune sanction n'a jamais été demandée à leur encontre.

En créant ce dangereux précédent, la commission ouvre la voie à une possible éviction du parti de tous ceux qui, en application des droits élémentaires d'une organisation démocratique, critiquent à un moment ou à un autre les décisions prises et souhaitent les modifier.

Cette décision est d'autant plus grave qu'elle risque de modifier la nature même du P.S.U., une organisation qui avait jusqu'à maintenant un caractère pluraliste et ouvert, se transformant ainsi insensiblement en une organisation fermée où l'on règle les conflits politiques par des procédures autoritaires.

Il ne s'agit pas en l'occurrence de se prononcer sur les positions de l'U.G.C.S., que certains des signataires de ce texte approuvent et d'autres contestent. Il s'agit d'abord et avant tout du visage ouvert du P.S.U. et du rôle qui lui revient au sein de la coalition de gauche. Or il est évident que cette attitude d'intolérance renforce la position de ceux qui cherchent à imposer une politique d'isolement systématique dont le sectarisme conduirait inéluctablement à de nouvelles exclusions et à de nouveaux départs.

C'est pourquoi les soussignés demandent l'annulation de la sanction frappant Jean Poperen.

SIGNATURES : Colette Audry, Claude Bourdet, Maurice Combes, Richard Dartigues, Gilbert Declercq, Guy Desson, Victor Faye, J.-M. Faivre, Roger Faveneck, André Garnier, Michel Joch, J.-F. Kesler, Madeleine Lagrange, Henri Longeot, Michel Lucas, Serge Mallet, Gilles Martinet, Roger Noulé, Roger Prat, Harris Puisais, Tanguy-Prigent et Lucien Weitz.

(1) *Perspectives Socialistes*, *Le Courrier de la République*, *L'Action*, *Initiative Socialiste*, *Pouvoir Socialiste*.

Un seul parti, une seule loi

Reprochant à la commission nationale des conflits de ne compter en son sein aucun représentant de la minorité, les camarades signataires de la protestation jointe lui dénie toute validité, toute compétence.

Etrange reproche. Etrange attitude.

Etrange reproche en effet, quand tout le parti sait qu'à l'issue de son 5^e congrès national, la minorité groupée autour du texte 1 refusa absolument de pourvoir aux 3 sièges que la représentation proportionnelle lui attribuait à la C.N.C.

Etrange attitude qui consiste à refuser toute participation à un organisme du parti, puis à rejeter toutes les décisions de cet organisme sous prétexte de n'y être pas représenté.

Tout autre fut le comportement de Jean Poperen entre le 15 novembre, date à laquelle il fut avisé par mes soins, de la plainte déposée contre lui à la C.N.C. par le bureau national et le 19 décembre date à laquelle il fut informé, toujours par mes soins, de la sanction qui le frappait.

1) Le 24 novembre, répondant à une convocation du camarade J.-J. Gruber, rapporteur désigné par la C.N.C. pour cette affaire, il lui donna sa version de l'article qu'il fit paraître dans « Combat » du 18 octobre et lui confirma qu'il se présenterait le 17 décembre devant la C.N.C.

2) Le 4 décembre, il m'avisait par lettre recommandée que le camarade Ancier de la XVI^e section « Veut bien l'assister devant la C.N.C. » et me pria à cet effet de prendre contact au plus tôt avec ce camarade.

Ce qui fut fait dans les 48 heures.

3) Le 17 décembre, répondant à ma convocation, il se présentait devant la C.N.C., assisté du camarade Ancier.

Jamais, à aucun moment, ni par lettre, ni devant le rapporteur, ni devant la C.N.C., Jean Poperen n'émit la moindre réserve sur la validité et la compétence de la C.N.C., organisme élu lors du 5^e congrès national de notre parti.

Ce n'est que 4 jours après avoir pris connaissance de la sentence prononcée qu'il fit publier dans « Le Monde », en date du 23 décembre, un bref communiqué qui mettait en cause, en fonction de sa composition, la validité de la C.N.C. et son habilitation à statuer sur un cas d'indiscipline.

Pourquoi alors ne pas l'avoir fait dès le 15 novembre ? Pourquoi alors, s'être, jusqu'au 19 décembre, conformé à toute la procédure telle quelle est définie et prévue par le règlement intérieur de la C.N.C. ?

Et si la sanction avait été toute différente, si elle n'avait été qu'un avertissement privé, est-ce que Jean Poperen aurait, 4 jours après, rejeté la décision de la C.N.C. en contestant sa composition ?

R. BRESLER,
Secrétaire de la commission nationale des conflits.

Jugement de la Commission nationale des conflits

Appelée à statuer sur la plainte de Michel Rocard au nom du Bureau national contre Jean Poperen pour son article paru dans la tribune libre de « Combat » du 18 octobre 1967.

Cette plainte ayant été déclarée recevable lors de la réunion de la commission nationale des conflits du 12 novembre 1967, le camarade Gruber a été désigné comme rapporteur.

La C.N.C. ayant délibéré après avoir entendu :

1^o le rapporteur J.-J. Gruber ;
2^o les représentants du bureau national Claude Dubois et Robert Chapuis ;

3^o Jean Poperen assisté du camarade Ancier.

Attendu que :

1^o L'article paru dans « Combat » sous la signature de Jean Poperen constitue un appel à l'adhésion à une organisation politique étrangère au parti, l'Union des groupes et clubs socialistes.

2^o L'U.G.C.S., selon l'article de Jean Poperen se propose dans le cadre des rapports avec la F.G.D.S. de promouvoir une stratégie en contradiction avec celle déterminée par le P.S.U. en son 5^e congrès.

3^o L'article de Jean Poperen est en infraction avec l'article 29 des statuts du P.S.U. qui stipule : « Tout membre du parti qui combatta publiquement les décisions des congrès du parti ou commettra des actes de nature à porter préjudice au parti, pourra être déferé à une commission des conflits et encourir une peine allant de l'avertissement privé à l'exclusion du parti ».

4^o L'U.G.C.S. constitue une formation politique étrangère et concurrentielle au P.S.U. et que de ce fait le camarade Jean Poperen tombe sous le coup de l'article III des statuts de parti.

5^o Le camarade Jean Poperen, non seulement n'a manifesté aucune intention de cesser ses activités extérieures mais au contraire, a clairement déclaré vouloir les poursuivre au sein d'une organisation politique étrangère au parti sans cesser de se prévaloir de son appartenance au P.S.U.

Par ces motifs ;
La C.N.C. à l'unanimité prononce l'exclusion de Jean Poperen du Parti Socialiste Unifié.

Cette sanction prendra effet dès notification de la présente à l'intéressé.

Procès-verbal de la C.N.C. du 17 décembre

Commission nationale des conflits.
Réunion du 17 décembre 1967.
Extrait du procès-verbal :

Présents :
J. Gomez (Corrèze) ; J.-J. Gruber (Hauts-de-Seine) ; A. Joublot (Paris) ; M. Dard (Gard) ; R. Bresler (Paris) ; F. Planche (Hauts-de-Seine) ; M. Marchand (Haute-Marne) ; J. Leclercq (Nord).

Excusé :
J. Delon (Hérault).

Après délibération, la C.N.C. vote à l'unanimité par appel nominal, l'exclusion de Jean Poperen du Parti Socialiste Unifié.

N.B. — La C.N.C., conformément à l'article 30 des statuts du parti est composée de neuf membres.

Tribune libre de Jean Poperen parue dans « Combat »

L'abcès est crevé. Dès la rentrée, les choses sont remises en ordre et le « Centre » à sa place, c'est-à-dire à droite. Les centristes souhaitent en général préparer l'après-gaullisme, avec la majorité parlementaire d'aujourd'hui. Et c'est très bien ainsi. Mais il fallait que le pays le sût. Jamais débat parlementaire ne fut plus utile, plus salutaire.

Depuis les cantonales, on s'aperçoit que la gauche, comme il est naturel, est majoritaire en ce pays. Devant le danger, le grand parti de l'ordre établi se reforme et serre les rangs et M. Pompidou, plus zélé qu'inventif, ressort la vieille rengaine de l'anticommunisme comme n'importe quel Poincaré de grand-papa. Personne ne croit beaucoup au truc, mais il fallait bien un alibi aux ralliés du jour.

Le décalage entre la volonté de la majorité de la nation et le régime des ordonnances et des exhibitions nationalistes ne saurait en fait se prolonger très longtemps sans crise grave. Il est au moins périlleux de prétendre qu'« il ne se passera rien avant trois ou quatre ans », sous prétexte que le pouvoir a peur de la dissolution et ne court plus de risques parlementaires. C'est oublier que l'avenir désormais ne dépend plus du seul pouvoir et qu'il se joue, pour l'essentiel, ailleurs qu'au Parlement. On n'arrête pas le mécanisme de la dégradation.

Le moment d'une solution de rechange globale s'est sensiblement rapproché. Et s'il y a actuellement quelque flottement du côté des organisations syndicales, c'est qu'il leur faut s'insérer dans un mouvement dont l'issue ne peut être que politique.

Telles sont les conditions dans lesquelles va s'accomplir l'acte décisif de la construction d'une gauche durablement unie et rénovée, c'est-à-dire la mise au point du programme commun : le travail des commissions P.C.F.-F.G.D.S. va s'intensifier au cours de ce mois d'octobre. Sans doute eût-il été préférable que le débat concernât toutes les organisations de la gauche et que, se développant à tous les niveaux et pas seulement entre états-majors, il fût, au plein sens du mot, démocratique.

Le courant d'unité et de renouveau socialistes, dont le P.S.U. a été, durant un temps, la principale expression organisée, aurait pu faire prévaloir cette conception de la discussion du programme commun.

Mais il fallait pour cela être présent, se mettre en octobre 65 à la tête du mouvement, non en côté ou en travers, parier sur le succès de la candidature unique de la gauche aux présidentielles, non sur son fiasco. C'est en 65 que le P.S.U. a manqué sa qualification pour le débat d'aujourd'hui. L'heure de la gauche unie aurait dû être celle de la gauche nouvelle.

La page est tournée : ce qui était possible en 65 ne l'est plus en 67. Le courant d'unité et de renouveau socialiste ne peut prétendre à un rôle efficace que s'il s'intègre à la réalité nouvelle : cette réalité, c'est l'unité de la gauche, concrétisée par le rapprochement des deux grandes organisations, mais c'est aussi le phénomène novateur que représente la F.G.D.S.

Il serait aussi dangereux d'ignorer aujourd'hui le phénomène F.G.D.S. qu'il le fut hier de nier le phénomène unitaire, d'autant plus que l'un et l'autre sont liés : la F.G.D.S. s'est construite en riposte à l'échec de la grande fédération centriste, dans la ligne de la candidature unitaire de F. Mitterrand. Elle est tributaire de ses ori-

gines. Il est reposant pour des militants P.S.U. de se débarrasser du problème en déclarant que la F.G.D.S. de 1967 c'est la S.F.I.O. d'il y a dix ans. Mais ce repos est celui de l'autruche.

De cela beaucoup de militants, P.S.U., anciens P.S.U., proches du P.S.U., et ces derniers souvent investis d'importantes responsabilités syndicales, sont désormais conscients : ils pensent qu'il est temps de clore la liste des occasions perdues. Ils ont les yeux fixés sur les riches possibilités de la situation politique actuelle, non sur l'horizon de l'an 2000... ou sur celui de 1958. Ils veulent être présents dans la politique qui se fait.

Et il est évident, désormais, que cette présence ne peut être assurée que par l'association du courant d'unité et de renouveau socialistes avec la F.G.D.S. Cette nécessité est un peu plus pressante qu'il y a six mois et, du fait que le P.S.U. s'est dérobé, la difficulté un peu plus grande.

Mais lorsqu'on croit une politique juste, il faut se donner les moyens de la faire, quelles que soient les difficultés et quoi qu'il en coûte — et il en coûte toujours beaucoup — aux habitudes, aux sympathies, aux amitiés nées d'un combat commun (1).

L'Union des groupes et clubs socialistes qui vient de se constituer s'efforcera de faire cette politique qui fut proposée au P.S.U. voici six mois. Il s'agit de donner au courant d'unité et de renouveau socialistes les moyens d'une affirmation politique, de la recherche avec la F.G.D.S. d'un accord de base politique, non de dissoudre ce courant dans la F.G.D.S. C'est dans cet esprit que, dès que l'U.G.C.S. aura pris chair et rassemblée toutes les forces éparses et en attente, seront abordées, sans doute au cours de l'hiver, les discussions avec les organisations de la F.G.D.S. Toute autre solution d'adhésion individuelle ou par petits paquets, sans accord politique, à telle ou telle formation appartenant à la F.G.D.S., signifierait la liquidation du courant d'unité et de renouveau socialistes.

Le courant d'unité et de renouveau socialistes doit prendre sa part de la préparation de l'accord politique de toute la gauche, sur la base d'un programme commun ; il doit contribuer au renouvellement des structures de la gauche ; il doit travailler dans la perspective d'une confédération de la gauche.

Sur le contenu d'une politique extérieure de la gauche, l'extension du secteur public et nationalisé, la nature des engagements réciproques entre organisations de gauche, la conception d'une grande formation socialiste et démocratique, la contribution de ce courant peut être très importante.

Tout aussi utile, indispensable, l'action proprement militante des hommes et des femmes qui s'engagent avec lui à un moment décisif de la lutte contre le pouvoir gaulliste.

Cet engagement aura valeur d'exemple : lui seul peut accélérer la prise de conscience des militants neutralisés par le séparatisme actuel du P.S.U. Nul ne saurait prendre son parti de ce séparatisme : c'est une tâche vitale que de réintégrer ces forces dynamiques, courageuses, dont l'énergie et la capacité d'invention sont indispensables dans l'affrontement avec le pouvoir.

La création de l'U.G.C.S. aidera tout le secteur politique, dont fait partie le P.S.U.,

à donner sa pleine mesure dans l'expérience de la gauche qui se prépare. C'est tout le contraire d'une déclaration de guerre au P.S.U. : quels que soient les désaccords d'aujourd'hui, nous n'avons pas d'ennemis à gauche ; nos seuls ennemis sont le pouvoir gaulliste et les clans réactionnaires qui

gignent sa succession. Notre seul objectif est la victoire de la gauche unie. □

(1) Adresse provisoire : 71, rue Dulong, Paris-17^e.

Contact P.S.U. - P.S.I.U.P.

Dans le cadre des contacts réguliers prévus entre les deux partis, Marc Heurgon, membre du bureau national, s'est rendu à Rome les 3 et 4 janvier. Il a rencontré Tulio Vecchietti, secrétaire général du P.S.I.U.P., Pino Tagliacuzzi, chargé des relations internationales, Lucio Libertini, directeur de la section économique du parti. Il a été décidé d'intensifier les contacts entre les deux organisations en les faisant porter désormais non seulement sur les problèmes internationaux d'intérêt commun, mais sur l'ensemble des questions sur lesquelles il a semblé souhaitable d'agir ensemble et de confronter les points de vue.

C'est ainsi que le principe d'une conférence commune sur les problèmes monétaires et d'une autre rencontre sur les problèmes agricoles a été envisagée.

Il a été d'autre part décidé de mettre à l'étude un projet de rencontre sur les problèmes de l'emploi et les conditions de vie entre les fédérations voisines du P.S.I.U.P. et du P.S.U.

Marc Heurgon s'est d'autre part rendu au siège du P.C. italien. Il a été reçu par Gian Carlo Payetta, membre du bureau politique. L'entretien a porté sur la préparation de la conférence des forces progressistes et socialistes de la Méditerranée.

La rencontre préparatoire à cette conférence est maintenant fixée au lundi 22 janvier 1968 à Rome, sur invitation conjointe de Luigi Longo, secrétaire du P.C. italien et Tulio Vecchietti, secrétaire général du P.S.I.U.P.

Dans les Fédérations

SAINT-DIE : La fédération des Vosges a tenu à Saint-Dié son congrès annuel le 7 janvier, sous la présidence de Pierre Noël, maire de Saint-Dié et secrétaire fédéral et en présence de Marc Heurgon, représentant le bureau national.

Le point a été fait sur le développement de la fédération vosgienne. Il a été reconnu que si celui-ci a été suffisant en ce qui concerne Saint-Dié, il faudrait au contraire faire l'objet d'un très gros effort dans les parties du département comme Mirecourt, Epinal, Gérardmer et Remiremont.

C'est à ce travail que s'attellera la nouvelle équipe qui a été mise sur pied.

Il a d'autre part été décidé de préparer pour le printemps à Saint-Dié un colloque sur les problèmes de l'économie vosgienne face à la récession.

CORSE : Pierre Marchi, membre du bureau national, vient de faire un séjour d'une semaine en Corse. Il a eu, à cette occasion, la possibilité de prendre contact avec les responsables de la fédération, Toussaint Marchioni et Jean-Pierre Vial.

Les problèmes du développement de la fédération, en particulier sur Bastia, ont été étudiés.

Nous rappelons le succès de la liste de la gauche à Bastia où a été élu notre camarade Vial.

ALFORTVILLE : Une réunion de reprise de cartes a eu lieu à Alfortville (Val-de-Marne) vendredi 5 janvier.

En présence des membres de la section et de nombreux sympathisants, Pierre Ringuet, membre du bureau national a analysé la situation politique et syndicale actuelle et a développé les propositions de notre parti. De son côté Jacques Pietri, secrétaire fédéral a exposé les problèmes du département. Un excellent et long débat s'est tenu avec l'assistance.

Calendrier

Samedi 13 janvier

- C.E.S. Lisieux, 20 h 45. « Les mécanismes économiques du capitalisme. »

Mardi 16 janvier

- C.E.S. Poitiers, 21 h. Alain Badiou : « Le procès R. Debray et la guérilla en Amérique Latine. »

- Michel Rocard : « La gauche en mouvement (+ Bergougnoux + 1 P.C.). Ass. Elèves H.E.C., Jouy-en-Josas. Jeudi 18 janvier

- Pierre Mendès France tiendra une réunion organisée par les E.S.U. de Grenoble, sur la « situation économique et financière » à la Bourse du Travail de Grenoble.

- Michel Rocard, Meeting E.S.U.Sc.Po., 44, rue de Rennes, 17 heures. Vendredi 19 janvier

- Meeting de la fédération du Puy-de-Dôme, 21 h. Michel Rocard. Clermont-Ferrand.

Courrier du P.S.U.

Le deuxième numéro du *Courrier du P.S.U.* vient de paraître.

Cette publication est réservée aux adhérents du parti. C'est un mensuel. Il comprend les directives des organismes nationaux, les informations internes sur la vie du parti, les relations d'expériences, des tribunes libres, des débats et des articles de réflexions.

Aux sommaires des deux premiers numéros on trouve : les résolutions internes des comités politiques nationaux de septembre 1967 et novembre 1967, un compte rendu des débats, la présentation des organismes responsables du parti : bureau national, comité politique national, commissions, des tribunes libres et un texte sur une expérience d'une fédération : syndicalisme et politique.

Le troisième numéro qui sera publié fin janvier 1968 comportera un compte rendu du C.P.N. des 13 et 14 janvier, un texte sur l'information, la suite de la présentation des organismes responsables.

ABONNEMENT (jusqu'au 31 janvier 1968) 10 F
(à partir du 1^{er} février 1968) .. 15 F
PRIX DU NUMERO (jusqu'au 31 janvier 1968) 2 F
(à partir du 1^{er} février 1968) .. 2,50 F
Règlement : T.S., C.C.P. Paris 58 26 65.

Livres

La tragédie du général

Georges Toulet

J.-R. Tournoux emploie les méthodes de l'historien (*). Avec patience, avec conscience, il a établi des fiches, puis les a classées, regroupées et transcrites. L'ampleur de l'information, la rigueur du traitement sont difficilement contestables. L'auteur a eu récemment la coquetterie, dans une tribune libre du *Monde*, de confirmer le propos de Charles de Gaulle sur l'Angleterre, démenti par le chef de l'Etat lors de sa conférence de presse.

Le résultat de ce travail est un monologue tragique, réparti en trois moments : la longue marche, de 1946 à 1952 ; la traversée du désert de 1952 à 1958 et enfin la terre promise. Le monologue obsédant tient à la fois du kaléidoscope et de la lanterne magique. Les hommes, les nations, les événements défilent, suscitant commentaires et jugements. L'auteur intervient (rarement) pour éclairer une allusion, préciser une intonation (p. 251), indiquer la mise en scène.

La tragédie du général, c'est d'abord la pièce dont il est le héros. Debout à l'avant-scène, il soliloque, entouré de confidentiels diaphanes. Le style parfois familier ne peut dissimuler ce que le thème a de profondément classique : l'homme, l'adversité, la passion. Le héros se confond avec la passion qui l'habite : « Moi seul, je peux dire et je peux écrire — la France estime que... — ».

Ce qui, chez un comparse, serait de l'ambition, du cynisme ou de la cruauté n'est que l'expression d'une passion à laquelle tout est subordonné. La lucidité, quant à ce qui entre dans le champ de la passion,

s'y combine avec le désintéret pour tout ce qui lui est extérieur. Cette tension permanente — « Je tiens la France à bout de bras » — engendre des revirements d'humeur. Le ton va de l'optimisme conquérant aux confidences désabusées. Etat d'esprit cyclothymique indique docement J.-R. Tournoux. Et le discours se poursuit, tantôt s'enroulant sur lui-même, tantôt s'élargissant aux dimensions de la planète, sans que jamais la France cesse d'y être présente, la France humiliée, chloroformée sous la IV^e et à qui la V^e rendra, avec l'indépendance, le rang.

Mauriac, qui voit en de Gaulle un personnage shakespearien, a sans doute raison. Cette grandeur dans la démesure, cette énergie tendue vers un seul but, c'est Richard III ; le président jovial qui s'adresse aux foules et aux conseils municipaux fait songer par moments à Falstaff. Mais c'est également le roi Lear, cet homme fatigué sur qui s'abat la « rancune de la grandeur » et le sentiment d'une vanité totale. « La vie, ce théâtre de fous », écrit Shakespeare dans le roi Lear. La tragédie, c'est aussi la souffrance des héros.

Le livre de Tournoux donne une image, en partie renouvelée et assurément moins simplifiée, d'un homme sur qui l'on a déjà tant écrit. Il donne aussi, en annexe, un certain nombre de documents inédits, souvent d'un grand intérêt. En somme, un livre essentiel sur le gaullisme du général de Gaulle, qu'il faut bien se garder de confondre avec celui des gaullistes. □

(*) « La Tragédie du Général », T.-R. Tournoux, Plon - Paris-Match 1967.

Le Ministre aux champs

Claude Glayman

Faut-il être ou ne pas être Premier Ministre (du général de Gaulle s'entend) ?

La question n'a plus rien de superflu dès lors que l'on a lu le cocasse et amer roman de politique-fiction de Jean-Claude Vajou. Ce dernier, éditorialiste dans un journal parisien du matin, connaît le « milieu » sur le bout des doigts et il nous conte, le sourire et l'inquiétude aux lèvres, l'aventure d'un Premier Ministre qui jette son froc aux orties. Jusque dans les détails physiques la haute personnalité dont parle notre confrère ressemble à Georges Pompidou et pourtant ce n'est pas Pompidou.

Le prototype de ce que l'on appelait autrefois le Président du Conseil quitte Matignon las et incognito, réfugié dans une auberge des environs de Fontainebleau, il y connaît une aventure amoureuse qui lui redonne le goût à la vie et l'entraîne (sans doute) à se confesser au jardinier des malheurs de sa charge. Propos de moraliste comme en tiennent les grands dans les tragédies classiques s'adressant au menu peuple. Mais ce retour à la sagesse qu'aiguissent l'égoïsme et l'autoritarisme d'un Chef d'Etat dont je vous laisse deviner le profil, ne fait pas l'affaire (ou plutôt fait l'affaire) du

monde politique : journalistes, ministres, partis, observateurs, etc., toute la basse-cour s'agite et Vajou nous la décrit en orfèvre.

Comment ce drame tragico-comique va-t-il se terminer ? Je vous convie à découvrir l'institutionnalisation d'une fugue et la fin du James Dean de Matignon ! Peut-être dans ce portrait les modèles sont-ils trop immédiats, un suspense supplémentaire aurait pu naître d'un surcroît

de dissemblance mais la leçon va plus loin que l'anecdote, je crois que le talent caustique de J.-C. Vajou y est pour beaucoup. Espérons qu'un cinéaste saura s'emparer d'une belle idée propre peut-être à faire comprendre plus que maints commentaires sérieux. □

Jean-Claude Vajou : « Le Premier Ministre a disparu » - La Table Ronde, 202 pages, 12,85 F.

L'espace agricole

Jean-Lucien Aguié

Les problèmes économiques préoccupent au plus haut point tous ceux qu'intéresse aujourd'hui l'avenir de l'agriculture.

A peu près maîtres de la technique, les agriculteurs doivent penser en termes d'économie pour faire face à l'emprise capitaliste qui les menace. Des mutations s'imposent. Le choix est urgent. Dans son livre (*), Pierre Viau nous présente d'abord l'entrée difficile de l'agriculture dans la société industrielle moderne. Puis il étudie les profonds bouleversements des structures de production qui en résultent. L'exploitation familiale s'adapte avec difficulté. Elle devra choisir : « Qui l'emportera, d'un capitalisme humanisé ou non, ou d'une formule de groupe plus ou moins proche de son idéal ».

Les processus de commercialisation constituent la troisième partie de cet ouvrage. Les circuits traditionnels sont de plus en plus doublés par un réseau de distribution à tendance monopoliste. Il en résulte une intégration qui menace l'indépendance des producteurs. L'économie contractuelle se développe et, de nouveau, le choix s'impose entre la voie capitaliste et la voie coopérative.

La quatrième partie du traité est consacrée à l'étude de la politique agricole nationale et communau-

taire pour finir sur une vision de l'agriculture face au problème de la faim dans le monde.

Cet ouvrage est indispensable pour une initiation aux problèmes économiques. Précis et documenté, mais, cependant, clair et très accessible, il permet une prise de conscience. Ce n'est pas seulement un traité d'économie, comme tant d'autres, froid et rigide. Le sens de l'humain, ici, n'est jamais perdu de vue. L'auteur ne préconise pas telle ou telle solution. Le livre fermé, le lecteur s'interroge. Le drame du petit agriculteur lui apparaît clairement.

Privé de moyens financiers, il est condamné. Pour vivre de ce métier qu'il aime, il faut qu'il lui soit donné la possibilité d'adopter une forme d'exploitation se développant harmonieusement dans un ensemble économique à caractère socialiste. « L'effort de l'agriculture de groupe, nous dit Viau, est condamné s'il reste isolé. Il doit rejoindre celui des autres milieux, ouvriers ou cadres, qui tentent d'asseoir la société économique sur des bases de démocratie et de solidarité. L'agriculture de groupe est d'essence révolutionnaire... ».

Un livre qui fait réfléchir. □

(*) « L'Agriculture dans l'Economie », Pierre Viau - Editions Ouvrières.

CLAUDE GLAYMAN

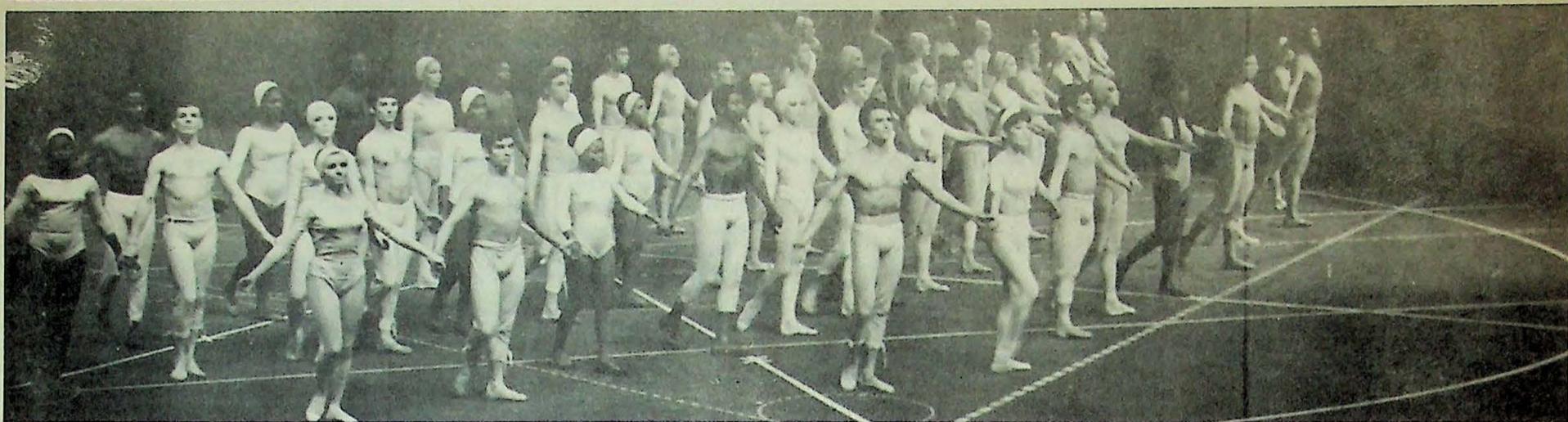
50 MILLIONS DE GRENOBLOIS

Préface de Pierre MENDÈS-FRANCE

A travers le visage
d'une ville pilote,
l'image des grandes cités françaises
de demain



ROBERT LAFFONT



Elie Kagan

Danse

Une leçon télévisée de Béjart

Marc Echeverry

Le succès coûte généralement cher. Depuis quelque temps l'euphorie qui entourait les spectacles présentés par Maurice Béjart, se transforme en propos aigres doux. Béjart exagère... Béjart n'est pas un chorégraphe... Tout au plus un homme de spectacle doué... Son mysticisme est puéril et enfantin... Heureusement qu'il a de bons danseurs... Malheureusement, ses danseurs sont incapables de... Tout ça c'est de la publicité... Si nous avions le quart de ses moyens... Mais la France n'en a pas voulu... Excusez-moi, ce ne sont même pas les Folies-Bergère, mais les folies bruxelloises...

Bref, le petit monde de la danse, où quelques talents sûrs et estimables, se mêlent à de multiples éphèbes en mal de ronds de jambes, est en pleine révolution. On imagine mal a priori que Béjart soit sensible à ce style de critiques. Et pourtant dans cette longue leçon de danse qu'il a présentée à la Télévision Française dimanche dernier, on retrouvait dans ses réponses, l'écho affaibli des multiples critiques qui se font jour depuis quelques mois.

La danse et le rituel

Il n'y a danse que quand il y a rituel, a dit Béjart face aux caméras. Quand le rituel disparaît, cela peut être dans le meilleur des cas un divertissement, mais il n'y a plus danse.

Ainsi, Béjart exprime la clef de ses préoccupations, et probablement de sa réussite. Ce que le grand public populaire a aimé et admiré dans des spectacles comme la « Neuvième symphonie » ou « Messe pour un temps présent », ce n'est pas seule-

ment la noblesse ou la générosité de l'inspiration, mais aussi un certain sens de la célébration commune d'un mystère, retrouvant ainsi une tradition au service de laquelle était mise une technique chorégraphique complexe, et un langage qui ne va pas sans redites, mais dont la vanité et la richesse sont beaucoup plus grandes que ce que quelques "experts" plus riches en épithètes qu'en idées, veulent bien dire.

On oublie par ailleurs un peu trop ce qu'ont été en France d'autres tentatives. Rappelons-nous pourtant les spectacles qui se voulaient populaires de Roland Petit à l'Alhambra ou même au T.N.P. Si les « Chants du Maldvior » furent une réussite admirable, est-ce que les chansons dansées de Zizi Jeanmaire, répondaient aux besoins d'un public très large, et est-ce que la comparaison peut un instant être établie.

Et si l'on cherche à l'étranger des audiences comparables, où les trouve-t-on, à part des spectacles folkloriques savants comme ceux des troupes soviétiques, ou les éternels « Lacs des Cygnes » admirablement interprétés, mais dont les correspondances avec les préoccupations de notre temps restent à établir.

Il est vrai que d'autres questions sont posées par l'expérience de Béjart et sa conception de la danse, qui apparaissent en filigrane au cours de sa passionnante émission. Et celles-là sont plus sérieuses. Elles tiennent pour l'essentiel au langage de la danse contemporaine.

A propos de danse moderne

Il est vrai que l'amateur de ballets ressent quelque irritation à voir

attribuer à Béjart l'essentiel des mérites d'un langage qu'il utilise en créateur, mais sans en épuiser loin de là les possibilités. L'immense public qu'il est arrivé à atteindre voit en lui l'inventeur d'une langue nouvelle, le seul élément de référence. C'est oublier que la danse contemporaine compte déjà de très illustres représentants dont les recherches ont souvent dépassé, ce à quoi Béjart arrive aujourd'hui. Pour ne citer que la plus grande, évoquons ici Martha Graham, à qui la danse moderne doit l'essentiel de ses découvertes, notamment en matière de discipline corporelle, et qui a ouvert la voie à bien des recherches.

En France, le dernier Festival International de la Danse a permis de constater que Joseph Lazzini, à la tête du Ballet de l'Opéra de Marseille, avait dépassé les recherches de laboratoire, et qu'un tempérament éclatant y était révélé, à la hauteur des plus grands. De même devrions-nous parler longuement des recherches d'une Karin Wehner, ou d'une Merce Cunningham, et comment oublier l'apport d'un Balanchine ou d'un Robbins.

A dire vrai, au-delà du phénomène Béjart, on a le sentiment que la danse, est en train de sortir de la crise profonde qui avait marqué la dernière décennie.

Pour en revenir au Festival de la Danse déjà évoqué, les Compagnies de Prague, de Budapest ou de Hambourg, ont montré de manière bien inégale d'ailleurs, mais avec quelques heureuses réussites, que partout le langage académique était remis en cause, et que tant dans les sujets abordés, comme dans les musiques, il était nécessaire d'accorder cet art avec les problèmes et les mythes de notre temps. La virtuosité des jeunes du Bolchoï, pouvait provoquer des salves d'applaudissements, ce n'est pas d'eux qu'est venue cette fois la grande émotion du Festival, mais beaucoup plus de l'apparition étrange et fulgurante d'un Jean Babilée dans une chorégraphie de Lazzini.

Bien entendu, cette recherche ne va pas parfois sans facilités. Et je crains tout comme d'autres, que le prétexte de la nouveauté cache souvent une certaine faiblesse de l'inspiration.

La danse c'est aussi un chorégraphe

De ce point de vue l'émission de Béjart a constitué une excellente illustration. Alors que nous venions de voir un admirable solo du prochain ballet de Béjart, qui constituera le spectacle d'ouverture de la Maison de Culture de Grenoble, alors que dans *Erotica*, sur une musique de Berq, Béjart démontrait une fois de plus qu'il sait non seulement faire danser de grands ensembles, mais aussi créer un climat déchirant et dramatique dans un simple pas de deux, les « Variations sur une porte et des soupirs » sur une musique concrète de Pierre Henry, révélaient les limites de l'improvisation.

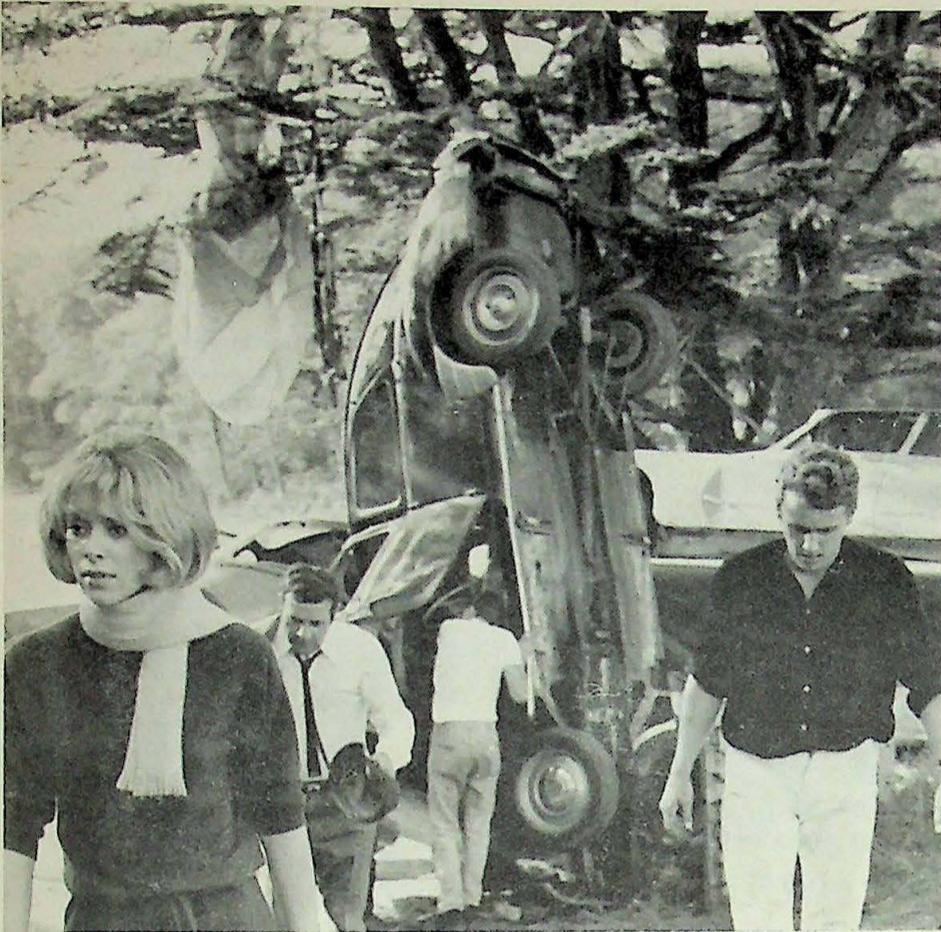
Le principe de ce ballet est le suivant : Les danseurs tirent au sort au départ du ballet des numéros. Chaque numéro suppose des variations que le ou les danseurs improvisent. Le résultat est somme toute très décevant. Laissés à eux seuls, les danseurs créent des lignes qui ne se joignent ni ne se brisent. L'espace ne s'organise à aucun moment. La gesticulation remplace la danse, et seuls les tics du chorégraphe de la troupe apparaissent.

Le ballet qui se déroulait ainsi sous nos yeux, tendait *a contrario* à démontrer le talent de Béjart. Peut-être en révélait-il néanmoins quelques-uns des défauts. Ni rituel ni divertissement, la danse était tuée par ses meilleurs suivants.

Restait répétons-le, une expérience passionnante et courageuse, que le sourire crispé de quelques assistants n'arrivait pas à défigurer, même si parmi eux, nous avons découvert celui d'une danseuse, que le succès semble désormais fuir. □

Chaque semaine lisez :

« Tribune Socialiste »



« De la révolution française aux week-ends U.N.R. »

Cinéma

Du sang à l'heure

Jean Helms

Remontez, voiture par voiture, l'interminable et klaxonnante file du « week-end » jusqu'à ces cadavres sur la chaussée auxquels un grondement de violoncelle donne une sorte de volupté morbide : c'est une de nos paisibles détente hebdomadaires, revue à l'objectif rouge-sang, par Godard.

Le personnage principal (Jean Yanne) dont la belle bagnole s'est écrasée quelque part, finit par charrier des ordures, brûler une jeune philosophe qui ne lui indique pas son chemin et laisser violer sa femme (Mireille Darc) à côté de lui en mâchonnant un mégot. C'est presque l'ouverture d'un Beckett qui s'exhale de cette forêt marécageuse où les personnages du film finissent par s'entre-dévoiler. Mais la violence chez Jean-Luc Godard, l'outrance ou l'humour ont un pouvoir de libération assez vivifiant. Il ne nous fait pas attendre *Godot* mais un dieu noir de la famille de *Carmichael*. C'est avec une joie sauvage, désaliénée, que l'héroïne puise dans la vaste marmite où l'on fait cuire un porc, des touristes anglais et les restes de son amant assassiné.

Pour ceux qui doutent de l'apologie, l'auteur glisse au passage dans

un de ses titres lumineux comme une enseigne de Broadway : « De la révolution française aux week-ends U.N.R. ». Après les inoubliables exaltations de juillet et d'octobre, la ruée véhiculaire de nos samedis a de quoi exciter la verve d'un réalisateur d'aujourd'hui. En somme c'est, toutes proportions gardées, la relève de Chaplin des « Temps Modernes » ou du René Clair « A nous la liberté » que Godard essaye d'assurer. Avec une pointe de sensualité bien de son temps : témoin la remarquable séquence du début, où Mireille Darc, plus nue que si elle était nue, décrit ses amours à trois, c'est d'une audace et d'une gravité qu'aucune revue spécialisée n'oserait aborder. Libération dans ce domaine aussi.

Au milieu de tant de bruits, de fureur et de sang, ce cinéaste a l'art en effet, de nous réserver, comme un paradis à retrouver, des oasis de calme et de beauté, après les grandes orgues du plaisir : c'est un jeune homme qui chante au téléphone tandis qu'on s'énerve à l'extérieur (Jean-Pierre Leaud) ou un autre qui « médite » de la batterie devant un lac ou reposent des flics (Jean-Pierre Kalfon), ou bien encore, c'est l'ex-

traordinaire organisation d'un ver de terre étirant ses anneaux roses sur la glaise ou d'un caillou poli comme une sculpture nègre depuis qu'un Francis Ponge l'a observé.

Quand on a fuit le monde des tech-

nocrates, des chauffards et des faux prophètes, on peut de nouveau prêter l'oreille aux murmures des poètes et des objets. C'est, au choix, de l'incitation à la violence ou à la pureté. □

Théâtre

Le langage à rebours

Micheline Weinstein

La notion de génie est subjective. Celui qui la reçoit est frappé en plein ventre. A partir de cela la « critique » devient impossible.

Le *Shaga*, pièce sur le langage, est la vérité dans la folie (ou, toujours subjectivement, ma vérité dans ma folie). L'incompréhensible pour l'autre, le *juste* pour celui qui ne s'adresse plus qu'à soi, l'absolu. « Ce » qui tue son absolu quand il en est trop proche.

Femme B (Marie-Ange Dutheil) parle *Shaga*. Elle a changé de langage. Elle est devenue une autre. Le *Shaga* n'existe pas. C'est le langage fou.

Femme A (Claire Deluca) éprouve le besoin de traduire : elle existe. Elle est sortie de son absence.

L'Homme (René Erouk) parle de son oiseau. Son moi, qui pèse 25 grammes dans la tête de l'oiseau, et c'est encore 25 grammes de trop.

Il ne faut pas raconter le *Shaga*. On peut essayer de le déchiffrer, pour son compte, sa propre analyse ; ou inviter l'autre à l'approcher. Je n'ai pas à déterrer le trésor de l'autre, à sa place. Il y rencontrera son explication singulière, ou n'entendra rien, et ce rien même sera encore le *Shaga*.

A dessein je cite *La guerre* en se-

cond. Son thème — dépersonnalisation totale de l'être afin de tuer la notion de possession qui engendre la guerre (il n'y a plus ni « je », ni « tu », il n'y a que le verbe, le « on », le « ça ») ; puis réapprentissage du « tu », de l'école afin de repeupler le désert de la guerre.

Le plus excessif, est à mon avis repris et exprimé à l'intérieur du *Shaga* : « L'impérialisme américain, me dit Marguerite Duras, est un poncif. La guerre est un poncif. Elle s'écrit par clichés : ces clichés seront pris pour argent comptant par les gens qui ne remettent jamais rien en question.

— Qui ? remet en question.

— Les intellectuels. Et dans ce sens-là, l'ouvrier peut aussi être un intellectuel, cela je tiens absolument à ce que vous le notiez. »

Marguerite Duras, en refaçonnant ces pièces à partir des répétitions, a réussi ce miracle de l'inhérence des comédiens aux mots. Claire Deluca, Marie-Ange Dutheil, René Erouk, sont le texte.

Le spectateur, s'il sait l'entendre, s'y trouvera. Il sera poète. □

LA GUERRE et

LE SHAGA, de Marguerite Duras.

Théâtre Gramont. Tél. : 742-62-61.

Semaine TV

SOIREE « CINEMA » : Les deux premiers films de deux hommes qui comptent dans le cinéma français. *LOLA* de Jacques Demy, Nantes sans parapluies, ni demoiselles mais avec le Passage Pommeraye et A. Aimée, à 20 h 35. *ASCENSEUR POUR L'ECHAFAUD*, de Louis Malle, avec J. Moreau et une excellente partition musicale de Miles Davis, à 22 h 05. (Lundi 15 janvier, 2^e chaîne.)

MUSIQUE AU T.N.P. : Enregistrée au Palais de Chaillot, « Daphnis et Chloé » (2^e suite) de Maurice Ravel. Chœurs de l'O.R.T.F. et orchestre national sous la direction du chef d'orchestre et violoniste américain Lorin Maazel (mardi 16 janvier, 1^{re} chaîne, 22 h 55).

ZOOM : Au sommaire, un ensemble arabe composé de 2 sujets, *ALGERIE ANNEE 5*, avec notamment une interview du Pré-

sident Boumediène ; *LA SYRIE*, reportage sur une expérience originale d'un socialisme arabe. (Mardi 16 janvier, 2^e chaîne, 22 h 05.)

ALCESTE « MODERN STYLE » : Les personnages de Molière évoluant à Trouville en 1912 dans une ambiance proustienne, c'est ce qu'avaient découvert en 1966 les spectateurs du Grenier de Toulouse. Maurice Sarrazin, dans une nouvelle mise en scène adaptée pour la T.V. nous présente ce « Misanthrope » peu commun. (Vendredi 19 janvier, 2^e chaîne, 20 h 20.)

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

J'ai même rencontré des tziganes heureux
(Youg.), V.O.

□ **Lettre de Madrid**

Les voies de l'après-franquisme

Manuel Ortega

Ces derniers mois ont été marqués en Espagne par une série d'événements qui illustrent les profondes transformations socio-économiques qui secouent la société espagnole. Si l'on enregistre une incontestable montée au travers de l'activité des commissions ouvrières, des luttes populaires, si l'on décèle en même temps les sérieuses difficultés que traverse le régime (dévaluation de la peseta, plan d'austérité), il n'en reste pas moins que les problèmes qui surgissent présentent des caractéristiques très nouvelles, et posent des questions, non seulement aux classes dirigeantes espagnoles, mais aussi aux forces socialistes.

Dans la mesure où celles-ci feront une analyse correcte de la nouvelle situation on peut espérer que les changements en cours déboucheront sur un nouveau rapport de forces, plus favorable à la classe ouvrière. Mais la situation est en pleine mouvance, et on ne saurait même pour les besoins de l'analyse, la figer ou en négliger les aspects contradictoires.

Un développement économique intense...

A la suite du plan de stabilisation de 1959, l'économie espagnole amorçe une période de développement économique intense. Le taux de croissance du revenu national atteint pendant quelques années 8 % l'an.

Dans le cadre de cette croissance et dans l'espoir d'atteindre le plein emploi, le régime franquiste prend, en même temps, un certain nombre de mesures, qui tendent à transformer en profondeur l'économie espagnole : liquidation progressive du système autarcique en matière d'échanges commerciaux, facilités accordées aux investissements européens et américains, liquidation des petites et moyennes entreprises, etc.

Pendant cette période, les cinq grandes banques concentrent entre leurs mains l'essentiel des leviers économiques, tandis que la main-d'œuvre rurale se réduit rapidement (l'agriculture occupe aujourd'hui en Espagne moins de 30 % de la population active, et moins de 15 % des salariés). Cette main-d'œuvre va se concentrer dans les zones industrielles, et contribuer par sa pression à l'émigration vers les pays du Marché commun (un million de travailleurs espagnols, sur treize millions de population active, vont aller travailler

en Europe occidentale). Enfin l'extraordinaire essor du tourisme (17 millions de touristes en 1967), va largement permettre, avec les envois des travailleurs émigrés, l'équilibre de la balance de paiements espagnole.

...Mais une inflation galopante

Cependant le développement économique que nous venons de signaler s'est accompagné d'une inflation continue et brutale (de l'ordre de 10 % l'an depuis 1959).

Ce processus de développement économique, aussi inégal que contradictoire, ne pouvait durer indéfiniment. Les ruptures d'équilibre constatées, n'ont fait que s'aggraver ces derniers temps. Le gouvernement essaye de les résoudre avec le plan d'austérité de novembre 1967, la dévaluation de la peseta, etc. Comme dans tous les pays capitalistes, on tâche de réduire la consommation des ménages, en même temps que l'on tend à réduire les dépenses publiques.

Cela ne va pas sans entraîner des discussions vives, voire des polémiques publiques dans les milieux dirigeants. Mais la conclusion certaine est que ce sont la classe ouvrière et la classe moyenne en voie de prolétarianisation, qui vont subir le poids principal des sacrifices qu'entraîne le plan d'austérité. Le blocage des salaires sera efficace, tandis que les prix — même bloqués — continueront d'augmenter.

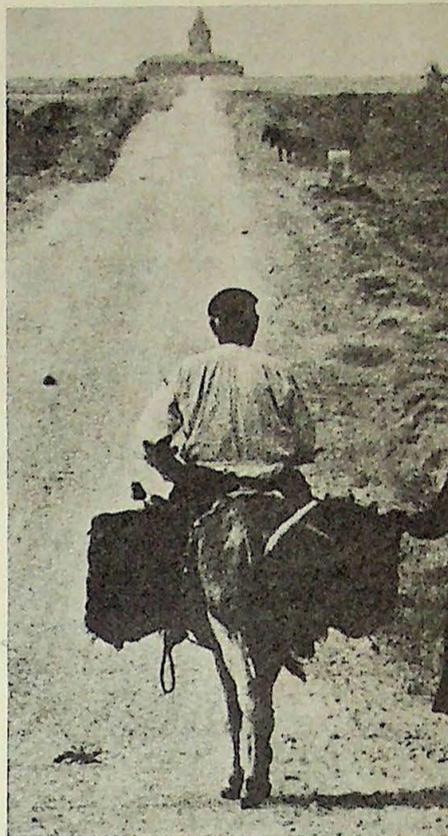
Il reste que toutes ces mutations économiques ne pouvaient manquer de se traduire sur le plan politique. De ce point de vue, une série de mouvements se sont produits qui méritent examen.

Préparer la transition

Les classes dirigeantes espagnoles ont maintenant le souci d'assurer « l'après-franquisme ». Il s'agit pour elles de le faire de la manière la plus « tranquille » et la plus « sûre » possible. C'est le sens profond des lois « institutionnelles » prises ces derniers mois : loi organique de l'Etat, loi sur le Mouvement (Phalange), élections des « représentants des familles » aux Cortès.

Notons d'abord que dans la mesure où la concentration des pouvoirs économiques et financiers entre « quelques-uns » n'a cessé de se développer depuis quelques années, l'accord « sur l'essentiel », a été assez facilement acquis.

Il s'est traduit, en ce qui concerne



Moins du 30 %

D.R.

le rôle accordé à la Phalange, en tant que mouvement politique officiel, par une réduction de ses pouvoirs et de son activité. Désormais la Phalange n'est plus chargée que de « veiller à l'orthodoxie politique, en assumant le respect intégral des principes de base du régime ». Au-delà des déclarations officielles, et des fictions protocolaires, on sent bien que la Phalange est irrémédiablement condamnée. Ce qui ne veut pas dire que d'autres aspects fascistes du régime (et notamment son appareil répressif) tendent à disparaître de la même manière.

Mais le régime a besoin de plus en plus — ne serait-ce que pour faciliter ses relations internationales — de prendre un aspect libéral et même « démocratique ». De ce point de vue, les élections aux Cortès des représentants familiaux auront été exemplaires.

En effet, pour la première fois depuis que le régime franquiste existe, les pouvoirs publics ont essayé de créer une sorte de climat électoral, comme on le connaît dans les systèmes démocratiques libéraux. Bien entendu, les conditions de fidélité au Mouvement, imposées aux candidats et les multiples restrictions qui entouraient la possibilité d'une candidature, enlevaient toute valeur à ce test. Les abstentions de 50 à 80 % dans les grands centres urbains, ont amplement montré que les masses populaires ne se trompaient pas sur le sens de cette farce, et n'entendaient pas avaliser, un tant soit peu, cette initiative du pouvoir.

Au surplus, la classe ouvrière est en train de faire avec les commissions ouvrières, une expérience d'une autre portée.

Les journées d'octobre

Lors des élections syndicales de l'année dernière, les dirigeants des

commissions ouvrières, avaient montré une grande maturité politique. La combinaison des formes légales et illégales de la lutte, imposée par le régime, avait permis d'enregistrer de grands succès.

Les journées de lutte et de manifestation qui ont atteint leur sommet le 27 octobre, ont montré que le mouvement ne cessait de se développer.

Des manifestations limitées aux entreprises pouvaient être dangereuses. Dans le cadre de la crise économique présente, le patronat risquait d'en profiter pour procéder à des licenciements. Des manifestations de rues, ne donnaient pas prise à des sanctions de cet ordre. Par ailleurs, elles prenaient un sens politique évident. Leur succès dans tout le pays, et notamment à Madrid, en pays Basque, en Catalogne, à Séville, etc., a été éclatant.

Et cela malgré un déploiement des forces de répression dont l'ampleur a pris des proportions inconnues jusqu'ici. Le régime franquiste était obligé de jeter le masque « démocratique » qu'il essayait péniblement de se composer depuis des mois.

Bien entendu la répression a été sévère. Plus de 2.000 arrestations ont été opérées.

Cette répression s'assigne trois objectifs :

- essayer d'isoler les militants responsables des commissions ouvrières, des masses populaires, et réduire ainsi l'agitation qui ne cesse de se développer ;

- déchoir les militants ouvriers particulièrement combatifs des fonctions qu'ils occupent dans les syndicats officiels, à la suite des dernières élections syndicales ;

- essayer de connaître (en pratiquant le plus fréquemment la torture), les liaisons politiques, que les responsables ouvriers peuvent avoir (notamment avec le P.C. ou le F.L.P.).

Il serait faux de dire, que la répression qui s'est abattue ainsi sur les commissions ouvrières, n'a pas créé des difficultés sérieuses. Elles sont cependant surmontées avec rapidité.

La classe ouvrière espagnole, dans son ensemble a pris confiance dans ses propres forces, et le succès des journées d'octobre, a renforcé cette conviction.

On note en même temps, la participation croissante de la jeunesse, aux luttes en cours. La création des commissions ouvrières de jeunes, a donné un élan particulier à cette participation. Dans les durs affrontements qui ont eu lieu avec la police à Madrid par exemple, la part des jeunes a été particulièrement importante.

Ainsi se dessine une nouvelle structuration des forces syndicales et politiques. Si l'on ajoute, le développement des luttes étudiantes, sur lesquelles nous reviendrons dans notre prochaine lettre, on conviendra que la situation en Espagne se présente sous un jour enfin nouveau. □